

ALGER-BEN BELLA LA RUPTURE ?

Semaine du 2 au 8 avril

N°56 - 5,00 FF

sans frontières

Hebdomadaire de l'Immigration et du Tiers-Monde

Photo A.F.P.

PALESTINE :

La révolte de l'espoir



SOMMAIRE

A LA UNE :

- ☐ Palestiniens : un peuple à éliminer

Pages 3, 4 et 5

SUD - SUD :

- ☐ Amérique Centrale : Vers des négociations globales
- ☐ Elections au El Salvador : rien n'est réglé
- ☐ Alger - Ben Bella : La rupture

Page 6

Page 7

Pages 8 et 9

ICI ET LA :

- ☐ Marchands ambulants : grève de la faim :
- ☐ Club Méditerranée, une lettre ouverte
- ☐ Orly : Appel au peuple
- ☐ SNCF : La bataille des contractuels

Page 10

Page 11

Page 12

Page 13

CULTURE :

- ☐ Poitiers : Cinéma et immigration
- ☐ Tango à Paris

Pages 14 et 15

Page 18

SPORTS :

- ☐ Football Américain à Vincennes
- ☐ Sans-Frontière Service :
- ☐ Programme des journées de Poitiers

Page 18

Page 19

Page 20

Sans Frontière

SERVICE SOCIAL

Kamel BELARBI
Marc WEITZMANN
Fabienne MESSICA
Leila SEBBAR
Daniel LACERDA
Hassan ZEROUAL
Saïd BOUZIRI

SERVICE INTER

Raphaël CONSTANT
Farid AICHOUNE
Macodon N'DIAYE
Blaise N'DJEHOYA
Edouardo OLIVARES
Joël BOULARD
Fatima BELHADI
Aline N'GOALA

SERVICE CULTUREL

Khadidja BACHIRI
Mohamed NEMMICHÉ
Dalila ZOUAOU
Peira CAVA
Julien WEISS

SPORT

Hocine DIDOU

DESSINS

T. ARAB
POUB'S

PHOTOS

DJEMAI
Ahmadou GAYE
Senna ABDELHAK
AKLI

SECRETERIAT DE REDACTION

Mustapha MOHAMMEDI
Nidham ABDI
PACO
Driss MOURAD
Abdel BOUAKRA
Fawzia ZOUAOU

ABONNEMENT,
DIFFUSION, PUBLICITE
NADHIRA
Ali MAJRI
Habib ARFAOUI

Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin. 75003 Paris.
Tél. 278 44 78.
Siège social : 35 rue Stephenson. 75018 Paris.
Fondateur de l'Association « Editions Sans Frontière » : Louis Gallimardet.
Rédacteur en chef : Méjide Daboussi « Ammar »
Directeur de publication : Khali Hammoud
C.C.P. : 420900 F Paris
Commission paritaire n° 61715
Diffusion N.M.P.P.
Pour tout courrier : 33 bd Saint-Martin. 3°
Imprimerie Voltaire-Impression. Montreuil.

2-Sans Frontière

COURRIER

Vendredi 2 Avril 1982

Du respect pour l'Islam ...

La réponse de Danielle Rakotondrainibe (SF n 50) nous a valu la réponse que vous lirez ci-après : encore « un conseil » aux chères soeurs musulmanes.

Avant de vous répondre, je suis un fanatique musulman algérien, et pur sang.

Bon, ayant lu et relu votre lettre du 19-02-1982, dans la page courrier des lecteurs de Sans-Frontière.

Mme ou Melle, je te réponds que votre lettre est indigne et agressive envers l'Islam. Je te dirai encore une fois que nous sommes musulmans et nous le resterons pour toujours. Puis je vous conseille de vous mêler de notre religion, ni de notre société. Car vous avez tort d'avoir dit dans votre lettre que vous n'êtes ni arabe, ni musulmane, moi je te répondrai que l'Islam ou la société islamique n'acceptera jamais le choléra. Et nous te dirons non à la peste occidentale, et le non à la contamination.

En ce qui concerne votre solidarité envers les filles ou femmes musulmanes ce n'est pas pour les aider, mais de les pousser encore plus loin vers la prostitution, l'alcoolisme, la drogue. C'est ça que vous voulez dire la libération des femmes musulmanes.

Vous dites aussi à nos soeurs qu'une autre vie est possible laquelle ?

Remplir les trottoirs de la prostitution de Paris, et les foyers des travailleurs immigrés comme elle le font des jeunes algériennes touristes venant d'Algérie.

Pour nous musulmans, c'est un déshonneur.

En tant que musulman algérien, pour ma part Leila Sebbar est ni algérienne, ni musulmane, puis franchement elle ne méritait pas ce nom, d'une musulmane. Car j'ai lu plusieurs de ses articles dans Sans-Frontière, ils sont hostiles à l'Islam et à la société musulmane en particulier algérienne.

Chères soeurs musulmanes je vous conseille de ne pas suivre les mensonges de ceux qui veulent te détruire, et détruire ta religion.

Du respect pour l'Islam.

Kébir Mohamed

Un immense jardin au croissant d'or

J'ai voyagé à travers les rêves et je suis enfin arrivée à destination. Et je me rappelle que j'ai bu le thé à la menthe assise par terre sur la peau de mouton, en compagnie de ta chère mère. Je me rappelle aussi combien je l'ai aimée. J'aurais dû naître algérienne puisque mon cœur s'est tourné vers toi mais je n'aurais peut-être pas pu alors sentir combien ton pays est riche d'amour et de fraîcheur, de revendications. Je me serais noyée dans cette difficulté d'être femme et j'aurais oublié la vie même.

J'ai voyagé à travers les rêves, j'ai traversé les nuages et j'ai cueilli la fleur multicolore de la découverte. J'ai aimé ces murs blancs à l'abri desquels se reposent les âmes. J'ai aimé ces autobus avalant goulument encore plus de menthe. J'ai aimé ces voiles qui te recouvraient malgré un léger pincement au cœur

et cette envie que j'avais de crier au monde combien tu étais belle. J'ai aimé ces rues noires de ce peuple qui se promène ou qui s'abîme aux portes des commerces après des heures d'attente en file indienne, en file algérienne. J'ai aimé ces dizaines d'enfants sur les trottoirs ou dans l'ombre des maisons.

J'ai aimé ces chants qui ne montaient en tête et cette femme maquillée, coiffée, habillée avec un art tout particulier ; offrande à l'homme qui attend. Je t'ai aimée ma soeur lorsque tu t'es mariée avec celui que tu avais choisi. Quelle chance, quelle victoire ! maintenant tu as des enfants, un petit blond, un petit brun ; il faut de tout pour satisfaire le monde. Ton ventre est à nouveau rond et tes fils l'entourent d'affection et de crainte. Est-elle enfin là, la petite soeur ?

J'ai voyagé à travers les rêves et mon amour est venu. Il m'attendait depuis si longtemps. Il m'attendait là où je savais. Il m'attendait au terminus de mon voyage et je suis venue à lui lentement, après des années de marche, après des années de découvertes ; un immense

jardin au croissant d'or. J'ai bu l'eau fraîche à la fontaine de ses yeux verts et je suis entrée dans le paradis ombragé. J'ai voyagé à travers les rêves puis tu m'as tendu la main. Alors j'ai voulu avec toi refaire cette route de nuages et revenir dans ce pays qui fut le mien bien avant que je naisse ; ce pays pour lequel ton père est mort ; ce pays des olives et des figues ; ce pays de soleil intense qui brûle la terre et cette terre qui usa les reins de ta pauvre mère.

Je voyage à travers les rêves, mon amour avec moi prépare les années à venir. Tu te reposeras vieille femme dont le corps domite être si fatigué. Tu te reposeras aussi merveilleux vieil homme qui prit un jour la main le destin des fils de ton frère mort. Vous vous reposerez en notre amour et vous aurez la certitude calme et sereine que votre vie a été exemplaire. Nous apporterons la dernière pierre à l'édifice de votre bonheur mérité avec un tout petit enfant. Et nous continuerons à voyager à travers les rêves.

Michèle Drouet Narbesla

S.F. « ici », S.F. « là-bas » ?

Excusez-moi, si je ne suis pas courtois en matière d'introduction. Je remercie tout d'abord toute l'équipe du journal aux efforts qu'elle consacre, aux problèmes d'immigrés maghrébins et autres. En tant que lecteur marocain moyen c'est rare que j'ai trouvé un journal pareil engagé pour défendre la cause des travailleurs immigrés. Les informations qui

nous parviennent de certaines presses soupçonneuses au sujet des travailleurs maghrébins sont souvent déformées avec prétention évidemment idéologique. Par curiosité j'ai constaté qu'il y a une timide diffusion du journal dans certains kiosques de la grande ville casablancaise ; je n'ai pas l'intention de relater des problèmes techniques de diffusion, mais seulement poser la question : Est-ce que vous jugez que votre journal est bien lu « là-bas » ou bien vous contentez seulement de

« l'ici » paradis/foyer de racisme et de toutes les misères... ? A ce propos je suggère en proposant si le journal était édité en langue arabe, il y aurait seulement des lecteurs acharnés et motivés. Chez nous l'apprentissage de la langue française régresse et est devenu inaccessible aux masses, vu le processus d'arabisation que connaît le pays. Mais notre élite... ! Qu'est-ce qu'elle va foutre avec les problèmes d'immigrés/devises, puisqu'elle préfère un Figaro-Magazine Play-boy à la française que de feuilleter un Sans-Frontière.

Au revoir et au prochain numéro.

Casa/A.B.

TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière », 33 bd Saint-Martin 75003 Paris - C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois
France	220F	170F	120F
Europe, Afrique	280F	220F	160F
Par avion	320F	290F	170F

☐ Abonnement ☐ Rénouveau

Nom

Prénom

Adresse

Chômeurs et étudiants *

1 an	9 mois	6 mois
200	150	100
250	190	130
280	250	140

* Sur justificatif

Chèque ☐

C.C.P. ☐

Contacts ...

Pour notre ami Abdelaziz qui habite en Dordogne (SF n° 52) et qui cherche des contacts dans ce département, l'ASTI de Périgueux l'informe qu'elle tient une réunion hebdomadaire tous les vendredis à 18 heures 30 à son local, 6 rue Voltaire - Tél : 08 10 16.

Un peuple qui dérange

Un dirigeant israélien déclarait récemment que l'état hébreu était

« En passe de liquider définitivement le problème palestinien ». La journée de la terre.

le 30 mars, a dans un double symbole prouvé le contraire. Symbole de la lutte contre l'expulsion des terres, avant tout, elle est aussi celui des retrouvailles entre la population palestinienne des territoires occupés et ceux qu'on appelle « les arabes d'Israël » : toute une fraction de la population, de citoyenneté israélienne et d'appartenance palestinienne (re)découvre sa condition.

« liquider le problème palestinien »

Israël le voudrait bien, tant la résistance obstinée de ce peuple dérange. Quoi, ces gens dont les seules armes sont les pierres et la dignité continuent à crier leur révolte, leur droit à la justice ? Quel scandale, pour un état qui se prétend démocratique que ces gamins en colère qui contrastent avec l'image du terroriste sanguinaire de la propagande (propagande dont nous avons eu un exemple récent à la télévision française, avec le téléfilm « le pirate »). Alors l'état israélien entraîne par sa logique, censure, réprime, opprime, « liquide » enfin, dans tous les sens du mot un « problème palestinien » qui n'en finit pas de renaître. Une logique dont l'aveuglement va si loin que, de façon tout à fait symbolique, elle atteint les villes israéliennes : troubles violents à Nazareth, journalistes arrêtés à Jérusalem, et jusqu'à Tel Aviv, où 5.000 personnes répondent à l'appel de « Paix maintenant ». Un état qui s'auto-détruit en croyant s'affirmer.

Si le peuple palestinien dérange, c'est précisément parce qu'il est un peuple. C'est-à-dire un ensemble d'hommes, de femmes, d'enfants qui osent exprimer une volonté propre, autonome (de cette autonomie qu'on leur concède de temps à autre), face à un pouvoir.

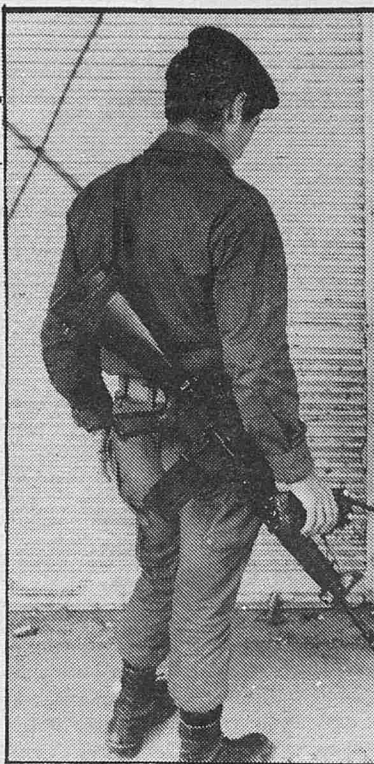
Et en l'occurrence, un peuple du Tiers-Monde face à un pouvoir qui représente l'Occident et sa Civilisation. C'est cette double audace que condamnent par leur silence ou leur « prudence » l'opinion internationale et les pays arabes.

L'opinion internationale occidentale dont la vue de jeunes palestiniens assassinés n'émeut guère et dont les dirigeants, bailleurs de fonds de l'Etat Hébreu, tout au plus condamnent mais refusent de prendre des sanctions à l'encontre d'Israël.

Un monde arabe divisé et déchiré dont le chef de la diplomatie palestinienne a déploré « le manque de réaction efficace » et qui devra enfin prendre ses responsabilités face à la demande de l'OLP aux pays limitrophes d'Israël d'ouvrir leurs frontières à la résistance palestinienne pour « combattre l'ennemi sioniste ».

Les palestiniens des territoires occupés montrent que l'heure n'est ni aux pleurs, ni aux lamentations. Mais à l'unité et au combat. Encore faut-il qu'ils ne soient pas les seuls.

Raphaël Constant
Marc Weitzmann



ISRAEL- CISJORDANIE SANS ANESTHESIE

Si l'annexion du Golan a pu se faire à l'ombre de la proclamation de l'état de siège en Pologne, Begin ne semble pas avoir besoin d'une quelconque couverture en ce qui concerne la Cisjordanie et la bande de Gaza.

La stratégie israélienne jouissant d'une forme originale d'impunité, paradoxalement garantie par les instances internationales, peut désormais s'épanouir à ciel ouvert. La dissolution du conseil municipal d'El Bireh a donné le feu vert à ce que les observateurs accompagnés par l'orchestre des médias, se sont empressés de qualifier de marche vers l'annexion de la Cisjordanie. La mise en garde arrivant trop tôt ou trop tard, le fait reste qu'aujourd'hui il s'agit moins d'annexer que de préparer le terrain à l'inévitable, de banaliser cette annexion à priori. Les précédents coups de force de l'administration Begin ont toujours été condamnés par les nations unies, mais les abstentions et les vetos des grands et des moyens ont toujours empêché l'application de sanctions quelconques. C'est ainsi que ces condamnations verbales ne furent jamais qu'un moyen sournois d'entériner les faits accomplis.

Israël joue sa partie actuellement sur trois fronts majeurs. Avec la

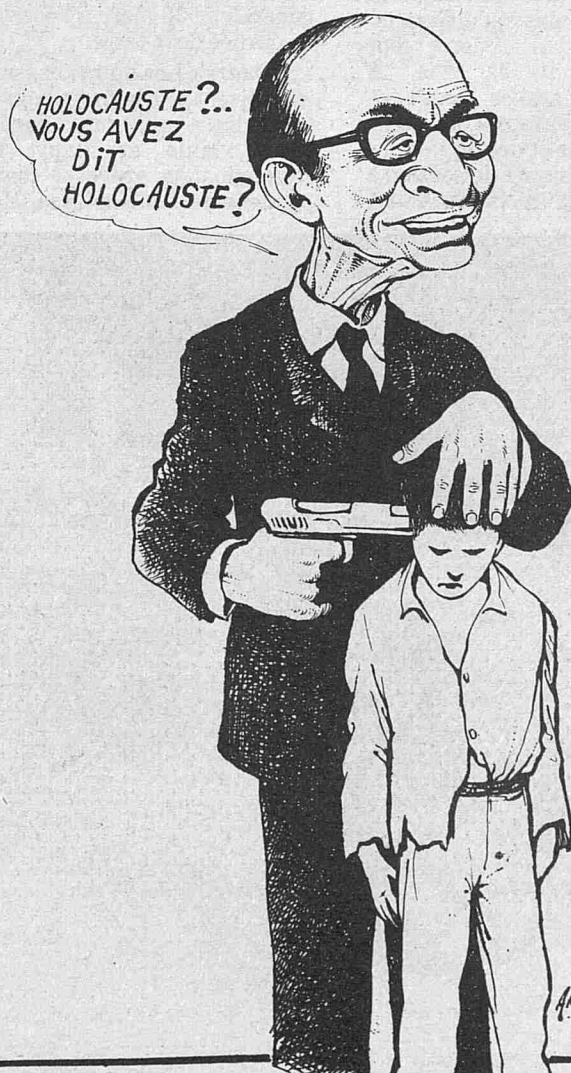
menace d'intervention qu'elle fait peser sur le sud Liban, elle a réussi à paralyser la résistance palestinienne de l'extérieur qui semble opter pour une attitude de résistance passive. L'OLP a été jusqu'à démentir catégoriquement les accusations israéliennes faisant état d'infiltrations de commandos à partir du territoire libanais. C'est que le général Sharon menace de poursuivre l'OLP militairement jusqu'à Beyrouth s'il le fallait. Sur le front égyptien désormais neutralisé, le chantage à la restitution du Sinaï est plus forte que jamais. Ariel Sharon a adressé publiquement, le 21 mars, quatre avertissements au président égyptien Hosni Moubarak : Israël ne restituera pas le Sinaï à la date prévue (26 avril) si, d'ici là, les litiges sur le tracé frontalier n'ont pas été résolus ; l'état hébreu envahira la péninsule dans les vingt quatre heures en cas de violation des accords de Camp David ; les négociations israélo-égyptiennes sur l'autonomie des territoires occupés auront lieu à Jérusalem ou

n'auront pas lieu ; enfin, en cas d'impasse, Israël annexera la Cisjordanie. Cette dernière opération mettrait immédiatement Israël hors du cadre de Camp David, et comme pour éviter de faire ce premier pas, Begin pousse l'Egypte à le faire en premier. Enfin, le troisième front, celui qui sur le terrain a déjà fait huit morts, sept palestiniens et un officier israélien, des dizaines de blessés, la destitution de maires partisans de l'OLP, des manifestations du mouvement israélien « la paix maintenant » opposés à l'annexion. Ce dernier front est de loin le plus important, car c'est là que se joue l'avenir de la région.

La Cisjordanie et la bande de Gaza sont des enclaves palestiniennes au sein d'Eretz Israël (Grand Israël). Begin et la coalition dirigeante du Likoud ne peuvent en aucune façon s'en accommoder. L'édification du Grand Israël n'a jamais cessé de se baser sur la politique du « nettoyage par le vide ». La question qui se pose est de savoir comment vont s'y prendre les autorités israéliennes pour désenclaver un million trois cent mille palestiniens vivants dans ces territoires occupés. Quoiqu'il en soit, un processus extrêmement dangereux a été déclenché en ce mois de mars. Les autorités israéliennes sont décidées à le poursuivre jusqu'au bout. Même si une démission du gouvernement et

des élections anticipées s'avèrent désormais inévitables, la plupart des sondages s'accordent pour donner Begin et le Likoud vainqueurs et renforcés. Par ailleurs, la résistance des palestiniens est une réalité avec laquelle Begin doit compter, mais combien de temps les pierres pourront-elles tenir contre les chars. Toujours est-il que les forces d'occupation misent sur un pourrissement progressif de la situation. Le roi Hussein de Jordanie est le premier à évaluer l'importance de l'enjeu : « Nous traversons actuellement une des périodes les plus critiques que nous ayons jamais connues ». En effet c'est la Jordanie qui se trouve visée par ce pourrissement. Itzhak Shamir, ministre israélien des affaires étrangères déclarait en octobre 81 « Nous considérons la Jordanie comme l'état des palestiniens et peu nous importe qui y gouverne du roi Hussein ou de l'OLP ». La politique de l'annexion rampante pourrait bien à terme se solder par la déportation des palestiniens des territoires occupés en direction des pays arabes « frères et voisins ». Il apparaît d'ailleurs autant probable que le Liban soit lui aussi terre d'accueil d'un nouvel afflux de réfugiés. Cela ne pourra se faire sans heurts entre palestiniens et libanais, sans provoquer de nouveaux exodes de population d'une région à l'autre. En Jordanie

OCCIS... JORDANIE



Le Comité National d'orientation

Le comité d'orientation nationale est né en 1978, à la suite de la signature des accords de Camp David. Le premier congrès a eu lieu à Jérusalem-Est (ville arabe), et réunissait des palestiniens appartenant à diverses tendances politiques, tous désireux d'arrêter le processus « d'autonomie administrative » mise en place par les dirigeants israéliens. Parmi les fondateurs on trouvait :

- M. Bassam Al Shakaa, maire de Naplouse, M. Khalaf, maire de Ramallah, M. Brahim Tawil, maire d'El-Bireh, M. Amin El Khatib, président du comité d'aide à Jérusalem-Est, M. Samiha Khalil de Ramallah, présidente de l'Association pour les familles, M. Bahir Al Bargouti, membre du Parti Communiste Palestinien, rédacteur en chef de l'hebdomadaire Al Taliah, M. Ma'moun Al Sayed, rédacteur en chef du quotidien El Fager, Dr Brahim, président du syndicat des architectes de Cisjordanie, le Dr Haider Abdel Chafi, président du Croissant Rouge et Jouhir Raiss, avocat, tous deux représentant la population de la Bande de Gaza.

Depuis 1978, le comité d'orientation nationale a tout fait, aidé en cela par la population, pour empêcher que les accords de Camp David n'aboutissent. Le C.O.N. a notamment eu à lutter contre la ligue de villages, organisme arabe créé et financé par Israël.

Dès sa création, le Comité a été attaqué non seulement par les israéliens mais aussi par la presse arabe de droite. L'hebdomadaire El Quods l'accusait de « travailler comme un parti politique qui divisait les palestiniens de Cisjordanie et de Gaza ». Ce à quoi les membres du Comité ont répondu qu'après 14 ans d'occupation, la lutte pour l'indépendance avait besoin d'organisation du type du Comité. Bassa Chakaa déclarait à ce propos « Le gouvernement israélien agit vis à vis des population des terre occupées comme un état colonisateur ».

En 1979, Israël tente sans succès d'expulser Chakaa. En Septembre 1980, les maires de Cisjordanie refusaient de rencontrer Shimon Perez, chef du Parti Travailleiste et déclarait au quotidien israélien Davar : « Pour nous, il n'y a aucune différence entre le gouvernement de Begin et le Parti Travailleiste ».

Dans le même temps, les autorités militaires interdisaient aux membres du Comité de tenir des réunions.

En mai 1980, Israël expulse les maires d'Hébron et Halhould. Un mois plus tard, Bassam Chakaa et Kharim Khalaf perdent leur jambes au cours d'un attentat dont les auteurs n'ont jamais été arrêtés.

Hassan Diab

ANESTHESIE...

en septembre 70 comme au Liban en Avril 1975 le détonateur des événements sanglants avait été le même, l'insolubilité du problème palestinien.

« Paris, Londres et Washington déplorent les conséquences de la politique israélienne », c'est sous un tel parapluie de condamnations de principes que se déploie désormais l'ordre israélien. Mais tout cela semble bien répondre à un consensus plutôt qu'à une confrontation. Les Etats Unis n'ont pas vraiment le temps de se préoccuper de la situation qui prévaut au Proche Orient. Trop absorbés qu'ils sont par la Brèche qui s'est ouverte en Amérique centrale. L'union soviétique de son côté a plus d'un problème, elle ne peut suivre ses propres affaires en Afghanistan et en Pologne, faire le contre-poids aux américains dans les Caraïbes et régler les problèmes intérieurs de lutte pour la succession de Brejnev. L'Europe des dix, même si elle parvient à « une position satisfaisante » au sommet de Bruxelles des 29 et 30 mars, reste



pour sa part dans l'incapacité de prendre une quelconque initiative dans cette région du monde terre de chasse des deux grands ténors.

Le monde arabe quant à lui, embourbé dans les problèmes d'union et de désunion, s'est évertué durant des années à approfondir des divisions en faisant mine de régler les différents qui le divisent. Il n'en faut pour preuve que le résultat auquel est parvenu le conseil de sécurité. Au cours de la réunion du 24 mars, les représentants de la ligue arabe, d'Israël et de l'OLP après des altercations verbales ont amené le conseil de sécurité à ajourner la séance. La date de la prochaine réunion n'a pas été fixée. Par ailleurs, Bassam Chakaa, maire de Naplouse destitué a déploré l'attitude des pays arabes « occupés par leurs divergences marginales ou par leur politique d'axes, loin de toute confrontation avec Israël ».

C'est dans un tel contexte qu'on peut constater l'échec de la politique des « ligues de villages », organisations anti-OLP créées et financées par les autorités israéliennes. Il ne reste plus d'autre choix pour Begin que de tenter l'opération sans anesthésie. L'enjeu reste fondamentalement une lutte pour l'éviction de tout ce qui est ou s'apparente à l'OLP. Ce n'est qu'ensuite que pourra être imposée l'administration civile israélienne et que pourra se poursuivre la colonisation juive en Cisjordanie.

Les deux grandes craintes de Begin sont dans ces conditions l'acharnement des palestiniens de l'intérieur à défendre leur terre et que le pourrissement, contrairement à ses espérances, n'atteigne Israël de l'intérieur.

Alain Chémali

24 mars-30 mars

CHRONOLOGIE HEBDOMADAIRE DE LA RESISTANCE

24 mars (suite) : Huit jeunes palestiniens sont blessés au cours d'affrontement. Certains sont dans un état grave. M. Hazem Nuzeibeh, représentant de la Jordanie à L'ONU, assimile la répression israélienne à un génocide. La nouvelle administration civile déclare qu'elle « ne se laissera pas boycotter par des municipalités sous la coupe de l'OLP ».

25 mars : Bassam Chakaa, maire de Naplouse, et Kharim Khalaf, maire de Ramallah, sont destitués en raison, selon le porte-parole israélien « de leur volonté de troubler l'ordre public conformément aux directives de l'OLP ». A Gaza, une grenade est lancée sur un véhicule israélien et blesse deux soldats et deux palestiniens. Des véhicules blindés, équipés de mitrailleuses lourdes, sillonnent les villes Cisjordanien-

nes. A Bonn, le représentant de l'OLP déclare que « La carte géopolitique du Proche-Orient va changer dans les mois qui viennent ». On enregistre les premières déclarations internationales : La Turquie « dénonce le comportement (israélien) contraire aux lois internationales » ; à l'ONU, la France condamne mais annonce qu'elle ne votera pas de sanctions contre Israël que la Syrie est le seul état arabe à réclamer à l'inverse des autres pays y compris l'OLP qui tentent d'élaborer une résolution ayant l'aval américain.

26 mars : Les membres des conseils municipaux de Naplouse et Ramallah considèrent comme « nulle et non avenue » la destitution des maires. M. Rachad Al Chawa, maire de Gaza, déclare que les palestiniens des territoires occupés « croient en l'OLP et en font partie ». M. Milson administrateur des territoires occupés déclare « L'OLP est une organisation illégitime en Cisjordanie et partout dans le monde. Nous prendrons les mesures nécessaires pour éviter que la population palestinienne n'ait à souffrir de ces fanatiques ».

La Lybie réaffirme son « très vif

soutien au peuple palestinien ». Le premier ministre du Canada déclare qu'il condamnerait toute annexion de la Cisjordanie. A Londres, le Foreign Office demande que les maires arabes destitués soient rétablis. Le Maroc exprime son « indignation » devant les « actes inhumains » d'Israël. L'URSS estime que « la tragédie » est le résultat des accords de Camp David.

proche de Haïfa, les écoliers se mettent en grève. A Tel-Aviv, plus de cinq mille personnes défilent, à l'appel de « Peace Now », pour protester contre l'occupation israélienne.

Bassam Chakaa déclare que « la situation actuelle des pays arabes occupés par leurs divergences marginales ou par leur politique d'axe » ne joue pas en faveur des palestiniens. L'écrivain israélien

Bilan provisoire

A ce jour, on dénombre 7 morts palestiniens ; Un mort israélien ; des centaines d'arrestations. Sont assignés à résidence, outre les maires de Naplouse, Ramallah et El Bireh et leurs conseillers généraux, M. Bachir El Barghouti, rédacteur en chef de l'hebdo « Al Thalia » (communiste) ; M. Akram Hannieh, rédacteur en chef du quotidien « Al Fajr » (gauche proche OLP) ; M. Maamoun El-Sayyed, rédacteur en chef

du quotidien « Al Cha'ab » ; M. Abdel Ghanen, conseiller municipal de Naplouse ; M. Ibrahim Dakkak, délégué syndical des ingénieurs de Jérusalem ; M. Abou Diab, délégué syndical de la compagnie d'électricité de Jérusalem ; le Dr. Amin Al-Khatib, président d'une union de bienfaisance. Sont censurés : le quotidien « Al Fajr », le quotidien « Al Cha'ab », l'hebdomadaire « Al Taliaa ».

27 mars : M. Kharim Khalaf, est assigné à résidence à Jéricho, tandis que l'accès de la maison d'Ibrahim Tawill, maire d'El Bireh, est interdite et que les soldats entourent le domicile de Bassam Chakaa. De violentes manifestations éclatent à Naplouse en particulier ; elles sont violemment réprimées par l'armée.

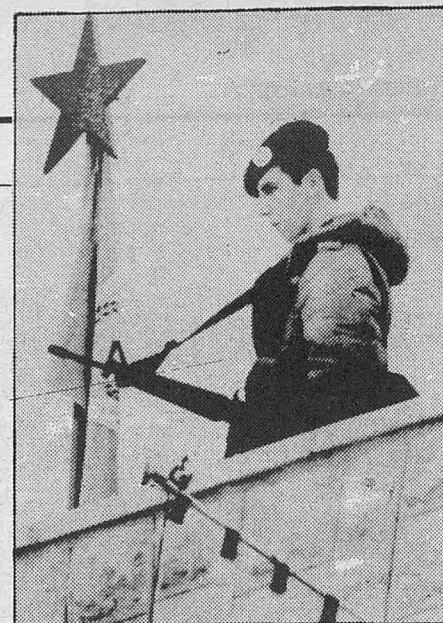
A Ramallah, la plupart des magasins rouvrent sous la pression militaire. En revanche, on voit pour la première fois des magasins de souvenirs de Bethléem baisser leur rideau. A Hébron, des barricades sont dressées. A Jérusalem, la grève générale est largement suivie ainsi qu'à Gaza où des drapeaux palestiniens sont hissés dans toute la ville. A Nazareth, des arabes israéliens font grève et manifestent, la « ligue des universitaires et des diplômés » envoie un télégramme de soutien à Bassam Chakaa. A Shefa'Amer,

A.B. Yehoshoua déclare : « Il y a un peuple israélien et un peuple palestinien. Begin sera obligé de le reconnaître. S'il résiste, il sera balayé ».

La Grèce condamne vigoureusement l'attitude d'Israël. Des intellectuels tanzaniens, libanais et mozambicains appellent les états africains à rompre toutes leurs relations avec Israël. C. Cheysson dénonce « catégoriquement la répression et les mesures illégales prises par Israël ».

Le Comité National Arabe de Défense de la Terre appelle tous les arabes israéliens à une grève générale le 30 mars à l'occasion de la journée de la terre.

28 mars : Les autorités israéliennes brisent par la force la grève de Cisjordanie qui aura duré neuf jours. Mais en dépit de la répression, la grève se maintient partiellement à Naplouse, Hébron,



Gaza. A Beit Sahour, des heurts opposent la population à l'armée. A Bethléem, six palestiniens de 12 à 16 ans passent devant un tribunal militaire. Ramallah est le lieu d'une imposante manifestation. A Naplouse les blindés israéliens tentent de briser les barricades. Les camps de réfugiés de Djabalieh et Noussarad sont cernés par l'armée. Nazareth, des dizaines d'arrestations. Yabed, trois palestiniens blessés. Le suspect de l'assassinat d'un jeune palestinien est remis en liberté.

Le Jérusalem Post écrit que « l'occupation militaire est une politique incompatible avec un régime démocratique ». Al Hamismar : « Il s'agit bien d'une insurrection nationale d'un peuple contre les forces occupantes... Mias M. Shamir, ministre des affaires étrangères déclare : « Israël n'a jamais été aussi fort ».

Le Barhein proteste contre les mesures « draconiennes » prises par Israël. Le Koweït aussi. La presse tunisienne exhorte les états arabes à prendre « les mesures nécessaires » et condamne les « réactions purement verbales du monde libre ». M. Habache du FPLP déclare : « Nous avons assez des communiqués de sympathie des pays arabes. Ce que nous voulons, c'est reprendre le combat ».

30 mars : La population arabe des territoires occupés et d'Israël répond massivement au mot d'ordre. Naplouse est totalement paralysée par la grève. A Jérusalem, une grenade explose près d'un grand magasin. Dix huit journalistes palestiniens sont arrêtés. Quatre d'entre eux sont blessés. Huit arabes et 7 israéliens militants du « Front Démocratique » sont également arrêtés. A Nazareth, dix personnes. En Cisjordanie, malgré la répression la grève est massivement suivie. Des drapeaux palestiniens sont hissés sur plusieurs bâtiments publics.

L'Organisation de la Conférence Islamique appelle « tous les états et peuples islamiques à soutenir sans réserve la résistance palestinienne ». Yasser Arafat déclare : « Non je ne dirige pas le mouvement de révolte ; tout ce qu'il y a, c'est une étroite coopération à l'extérieur et à l'intérieur des territoires occupés ».

La ligue française des Droits de l'Homme demande l'envoi d'une commission d'enquête en Cisjordanie.

31 mars : Un notable arabe de la « Ligue des Villages » est blessé par une bombe.

Lord Carrington est reçu à Jérusalem par M. Navon, président de l'état hébreu.

A Paris, un attentat est commis contre la mission d'achat du ministère de la Défense israélienne.

En Cisjordanie et à Gaza, des engins blindés patrouillent à l'intérieur des agglomérations.

M. Sharon, ministre israélien de la Défense, déclare : « De nouvelles mesures vont être prises pour débarrasser dans un bref délai la Cisjordanie des éléments extrémistes de la population ».

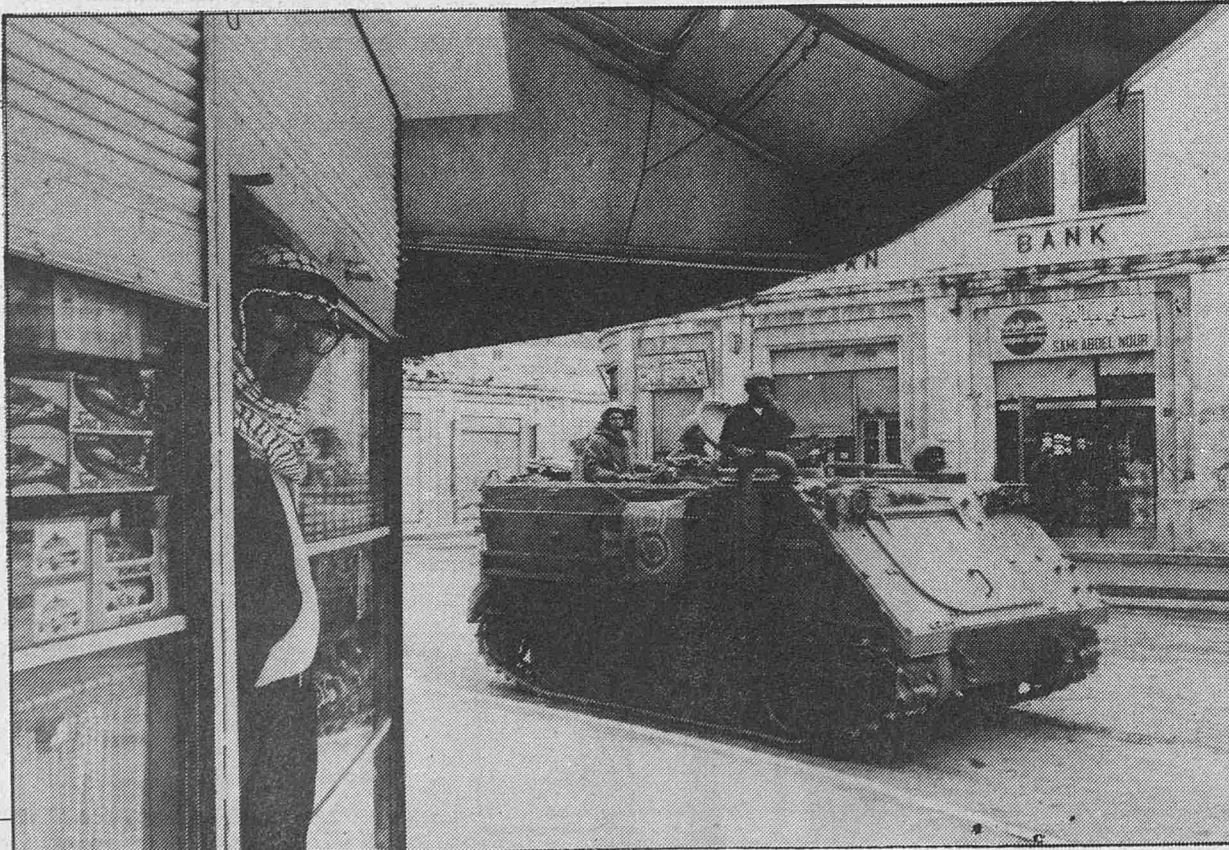


Photo Gamma

Point de vue

PALESTINE: DROIT D'UN PEUPLE

Et pour un «goy» être sioniste, c'est déjà une forme d'antisémitisme.

Ce qui nous choque le plus, l'un palestinien, l'autre juif français, c'est que Monsieur Mitterrand parlant à la Knesseth, s'adresse moins à l'Assemblée nationale d'un état qu'au peuple juif tout entier, comme s'il allait de soi que l'état d'Israël soit l'héritage du judaïsme, comme s'il allait de soi que le sionisme israélien soit la

se reconnaître dans cet état, où est-il ?

Facile, trop facile, cette identification ; facile, trop facile pour la bonne conscience occidentale de se disculper à bon compte d'un antisémitisme qui fait partie de l'histoire occidentale, et qui se termine par le massacre des juifs par les nazis. Et pour satisfaire cette bonne conscience, quoi de mieux

étaient des terroristes (ce que d'ailleurs on ne cherchait même pas à expliquer) ; et aujourd'hui on leur reconnaît le droit à l'autodétermination, mais à condition qu'ils respectent le droit international, à savoir le droit à l'existence sur leur terre de leur agresseur, l'état d'Israël.

Que les occidentaux se sentent coupables de ce qu'ils préfèrent ap-

même si Jérusalem redevient une ville arabe, même si le Sinaï est rendu à l'Egypte, ceci ne règlera rien. Il y aura peut-être la « paix », mais ce ne sera pas la paix si encore une fois les Palestiniens ne sont pas présents, reconnus dans la plénitude de leurs droits, comme cela s'est passé à Camp David. Le problème, c'est d'abord la reconnaissance des Palestiniens et il ne saurait y avoir de « mais » à cette reconnaissance, c'est leur droit à disposer d'eux-mêmes, et il ne saurait y avoir de « mais » à ce droit.

Ce droit, cela veut dire la possibilité pour un Palestinien de retourner chez lui, y vivre en paix mais aussi avec la dignité retrouvée, en Palestine, là où il habitait il y a trente quatre ans ; que cette terre s'appelle Israël ou la Palestine, cela n'a guère d'importance, que telle région s'appelle la Cisjordanie ou la Judée, cela n'a guère d'importance.

Alors se démarquer de la politique israélienne, c'est se démarquer de cet état, c'est voir la nature et le fondement de cet état ; Monsieur Begin (l'extrême-droite israélienne, mais peut-être est-ce de l'antisémitisme que de le dire) est contre l'état palestinien, mais les travaillistes font de même lorsqu'ils préconisent la solution jordanienne.

Se démarquer de la politique israélienne, c'est avant tout dénoncer la fermeture de l'université palestinienne de Bir-Zeit, c'est dénoncer à haute voix le traitement que subissent quelques milliers de prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes, c'est se rendre compte que les autorités israéliennes vont jusqu'à la liquidation physique de certains prisonniers palestiniens considérés comme trop dangereux et encore en trop bonne santé.

Se démarquer de l'état d'Israël c'est ne pas tolérer l'état de siège que vivent depuis trente-quatre ans les palestiniens en Israël.

Pourquoi le peuple palestinien n'aurait-il pas le droit, autant que le peuple du Salvador, de mener une lutte de libération ?

Pourquoi le peuple palestinien n'aurait-il pas le droit de vivre chez lui, dans la liberté et la dignité ?

Alors, ce fameux discours « équilibré » à la Knesseth, c'était quoi ?

Depuis quelques mois, le jeu politique français au Moyen-Orient se lit à travers des phrases démenties et des voyages du ministre des relations extérieures expliquant qu'il n'avait pas dit ce qu'on avait cru entendre et vice-versa. Qui donc ces petits jeux veulent-ils convaincre ? Et Monsieur Begin ne s'y est pas trompé qui déclare que le seul obstacle à l'amitié franco-israélienne, c'est le soutien à un état palestinien, de la part de la France. Alors !

Facile, trop facile, de dire et répéter comme le fait complaisamment une presse qui se donne aisément bonne conscience, de dire et répéter que le soutien aux palestiniens n'est que le prix à payer aux producteurs de pétrole. A ce jeu de la grande politique internationale, on oublie les hommes. Et il est vrai que les états arabes et

A Tel-Aviv, la manifestation des « Colombes » contre la répression israélienne réunissait cinq mille personnes. A Paris, le même mot d'ordre, lancé par le PCF et le PSU n'en regroupait que 1 500 à 2 000, dont très peu de français les deux partis n'ayant pas réussi à mobiliser leurs bases respectives. Parmi les manifestants aucun de ceux qui s'indignaient si vertueusement lorsqu'il s'agissait de protester contre la répression soviétique en Pologne. Les palestiniens n'ont pas la chance d'être opprimés par des communistes.

A la question : « Quelle réaction face à la situation en Cisjordanie », voici les réponses de quelques sommités en vue dans le monde intellectuel français. Une évidence : LE « problème palestinien », comme on dit, dérange...

André Gluksmann, (nouveau) philosophe : « Je suis contre le principe des déclarations téléphonées. Je ne peux donc pas vous répondre. »

Georges Sarre, président du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale : Impossible à joindre directement. Un fonctionnaire précise que « M. Sarre a pris bonne note de votre question et y donnera les suites qui conviennent ». On attend toujours...

Bernard Henry-Lévy (nouveau) philosophe : « A vous dire la vérité, je rentre d'Italie et je n'ai pas suivi les événements. Je sais en gros ce qui se passe, mais il m'est impossible de faire de déclarations actuellement ».

Jean Ellenstein, « Intellectuel » exclu du PCF : « Bien sûr, je proteste contre la destitution des maires palestiniens, et la façon dont se conduisent les autorités israéliennes. Il n'est pas faux de dire que les palestiniens ont fondamentalement raison. Ceci dit, « Pour moi, la solution passe par la création d'un état palestinien, donc par des négociations Israël et l'OLP. La situation actuelle, si elle est une conséquence du refus de dialogue israélien, est aussi le fait de l'OLP qui refuse toujours de modifier sa charte. On peut dire que le maximalisme de l'OLP stimule la position israélienne, puisque pas un israélien ne peut envisager d'accepter la charte de l'OLP. »

Propos recueillis par M.W.

les états occidentaux ne voient dans les palestiniens qu'un enjeu dans leurs intérêts, y compris le pétrole. Et alors, cela signifie-t-il qu'il faille nier les palestiniens ? Peut-on dire autre chose que ces discours fantasmagoriques qui se prennent pour de profonds discours politiques ?

Peut-on dire sans passer pour un imbécile que la lutte contre l'oppression est d'abord celle des hommes avant d'être un enjeu de la grande politique internationale, peut-on parler du Salvador, de la Pologne et de la Palestine en d'autres termes que ceux des enjeux internationaux qui sont une des formes de leur oppression.

En cela, le voyage de Monsieur Mitterrand en Israël, ce discours pitoyable que l'on s'efforce de faire passer pour un des sommets de l'humanisme, tout cela n'est qu'une forme de la comédie diplomatique qui se joue sur le dos des hommes. Peut-être que la comédie diplomatique est nécessaire au bon fonctionnement des rapports internationaux, mais alors qu'on le dise clairement, en un certain sens le cynisme est plus honnête que les fausses bonnes consciences.

Rudolf Bkouche
Professeur à l'Université de Lille
et Nabil El Hagggar
Assistant à l'université de Lille



conséquence nécessaire de l'existence historique du peuple juif. Maïmonide et Binsstein ne sont plus que les portraits accrochés au musée du patrimoine israélien et la politique de l'état d'Israël, la réponse au massacre perpétré par les nazis.

L'Histoire fonctionne à coups de mythes, on le savait déjà, et la bonne conscience occidentale trouve son compte en croyant se disculper de l'antisémitisme à travers l'amitié avec Israël. Et cette identification des juifs et de l'état d'Israël (dont le nom usurpé est déjà tout un programme) fonctionne bien ; l'état juif, l'état hébreu, vous avez déjà entendu parler, nous avons même lu un jour, c'était en 1973, à la une d'un quotidien les victoires de l'armée juive. Et pour celui d'entre nous qui est juif et qui revendique de l'être et refuse de

que cette vision fantasmagorique de l'état d'Israël comme l'état juif. Et même si aujourd'hui la grande majorité des juifs se reconnaît dans le sionisme, ceci implique-t-il qu'il faille l'accepter lorsqu'on sait qu'il signifie aussi l'oppression d'un peuple, lorsqu'on sait que cet état s'est constitué contre les habitants de la terre qu'il occupe.

Jusqu'à quand continuera-t-on à croire que le problème ainsi nommé « Moyen-Orient », soit celui de savoir si les Palestiniens ont droit à une autonomie interne, à un « Homeland » ou même à un état ? Il est vrai qu'on a fait beaucoup de progrès en Occident, et particulièrement en France, en matière de réflexion sur cette question, il est vrai qu'il y a à peine quinze ans, les Palestiniens, ça n'existait pas, il est vrai qu'il y a à peine dix ans, les Palestiniens

peler l'holocauste pour mieux en exorciser le caractère de massacre systématique, qu'ils veulent en finir avec l'antisémitisme qui jalonne leur histoire, qu'ils trouvent que la fin de la Diaspora soit une bonne solution à la « question juive », c'est leur droit. Mais personne n'a le droit, et surtout pas ceux qui se prétendent les défenseurs des droits de l'homme à travers le monde, encore moins ceux qui connaissent bien l'histoire de la création de l'état d'Israël, personne n'a le droit de résoudre un problème quelqu'il soit, au prix de la vie d'un peuple.

Monsieur Mitterrand, dans son discours à la Knesseth, a été fier de rappeler que la France a été le troisième état à reconnaître l'état d'Israël, il n'y a pas de quoi en être fier.

A ceux qui ont tourné la page du colonialisme et de l'eurocentrisme, à ceux qui ont renoncé à l'idée d'apporter la civilisation à ceux « qui en ont besoin », faut-il rappeler que l'idéologie de l'état d'Israël, le sionisme politique, implique les structures de cet état soit exclusivement juives, et par cela la négation pure et simple de ceux qui habitaient cette terre de Palestine mais qui n'avaient pas le privilège d'être juifs, que le sionisme ne vit que de cette négation et qu'il est incompatible avec la reconnaissance des Palestiniens en tant que peuple.

Alors Monsieur le Président de la République, que voulait dire cette volonté de vous démarquer de certains aspects de la politique israélienne. Est-ce donc se démarquer que de refuser de survoler le Golan, ou de refuser de se rendre dans la partie est de Jérusalem ?

Non Monsieur le Président de la République le problème n'est pas là, ce serait trop facile. Même si le Golan n'avait pas été annexé,

Arabes et Israéliens!

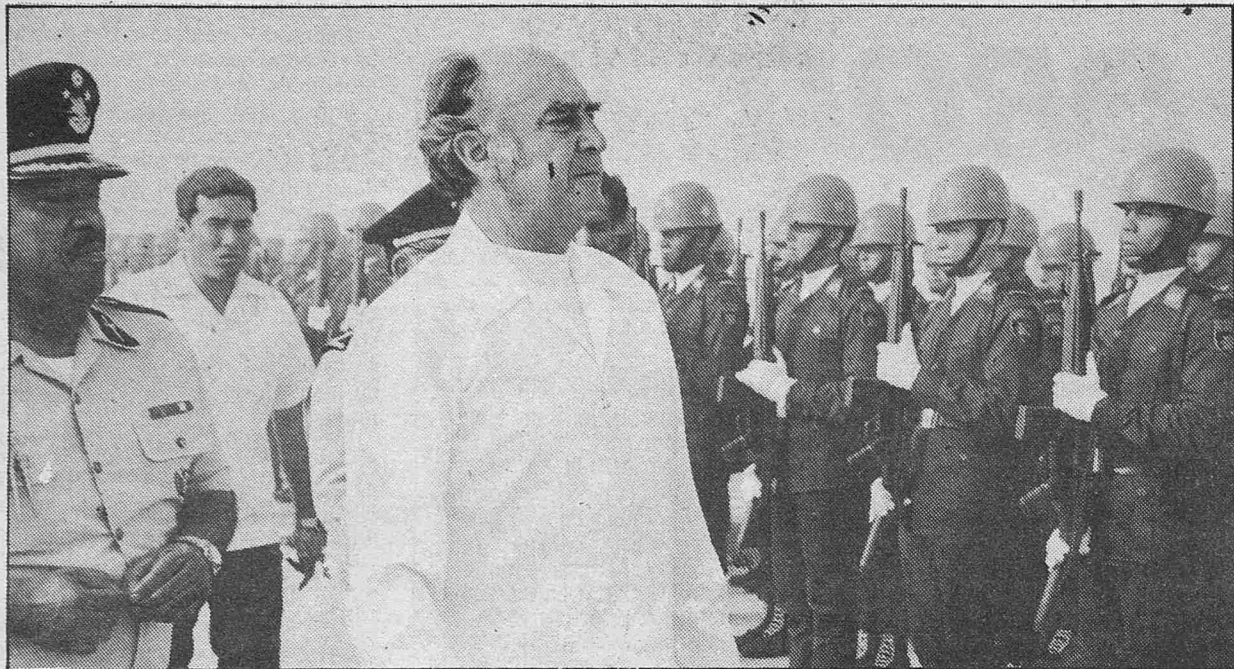
Les arabes, qui vivent sous occupation depuis 48 sont restés dans des ghettos, coupés de toutes communications avec le reste du peuple palestinien. En occupant la Cisjordanie et le Golan, Israël détruit progressivement ce mur existant entre la population des territoires occupés et les minorités arabes d'Israël, amenées à revoir leurs positions. S'ils sont de par la loi, israéliens, leur vie quotidienne témoigne du contraire : les lois d'exception les frappent dans la rue, dans le travail, au niveau de la liberté d'expression et jusqu'à l'Université. De plus, la réquisition des terres arabes en Galilée, de celle des bédouins du Néguev et le projet de judaïsation de la Galilée du gouvernement Isaac Rabin en 75 ont conduit « les arabes d'Israël » à constituer le

« Comité National contre la réquisition des terres ». Lors du 30 mars 76, « journée de la terre », le comité proclame dans toutes les villes et villages arabes, une grève générale, et réussit à stopper la réquisition des terres, malgré 6 morts, 200 blessés et autant d'arrestations.

Aujourd'hui, vu la situation que connaît la Cisjordanie, « Les arabes d'Israël » joignant leur misère à celle des palestiniens des territoires font savoir aux arabes et au monde entier qu'un peuple vit sous l'oppression israélienne depuis 1948. Un peuple qui fait partie intégrante du peuple palestinien.

Hassan Diab
(Collaborateur aux
« Nouvelles de l'Intérieur »)

30 mars 82.



Amérique Centrale

VERS DES NEGOCIATIONS GLOBALES ?

Jamais depuis 1961, l'Amérique Centrale et les Caraïbes n'ont été autant en ébullition. L'affrontement entre les peuples et les oligarchies atteint ces dernières années un caractère si aigu que sont exclues les solutions impérialistes, traditionnelles.

Tout le problème de l'administration américaine consiste sinon à n'avoir rien à perdre, mais tout au moins à diminuer au maximum la perte de l'influence des U.S.A dans la région. Car au-delà de ce qui fait la une en ce moment, à savoir le Salvador, c'est toute l'Amérique Latine qui est en jeu. Une victoire des guérilleros salvadoriens serait un encouragement pour ceux du Guatemala et une impulsion pour les antiimpérialistes d'Amérique du Sud qui n'ont connu les dix dernières années que des coups durs ou tout au moins le statu quo. La volonté de mettre en pièce la montée antiimpérialiste qui dans le milieu des années soixante dix s'est déplacée du sud de l'hémisphère à son centre, s'est traduite dès l'ère Carter par une série d'initiatives dont la vue d'ensemble illustre la hargne américaine à perpétuer sa domination régionale. Celle-ci s'est manifestée sous toute les formes, des plus subtiles aux plus brutales. Mais ces solutions ponctuelles consistant à couvrir d'incendie en incendie ne sont plus suffisantes quand l'ensemble de l'Amérique Centrale s'embrase et conteste la domination de l'Oncle Sam.

La réaction première des américains est d'user de la force et de soutenir à fond les oligarchies en place. Mais l'expérience somoziste et l'actuelle dégradation militaire au Salvador enseignent que les milliards de dollars du Pentagone et les fournitures de tonnes d'armements ne suffisent pas pour abattre les guérillas.

Autre option traditionnelle : l'intervention armée directe ou indirecte. Reagan voudrait la faire sienne mais cela s'avère difficile, voire impossible. Au niveau international les USA feraient

l'unanimité contre eux tant dans le tiers monde que chez la plupart de leurs alliés. Et au niveau intérieur, la campagne de plus en plus dynamique contre l'intervention atteint une telle intensité qu'elle ne peut être ignorée ou négligée par la Maison Blanche. Enfin jouer au gendarme tout à la fois au Salvador et au Guatemala représente un coût difficilement supportable en

aussi en Europe de jouer sur les contradictions des mouvements révolutionnaires dans lesquels existe une aile sociale-démocrate, soutenue par l'Internationale Socialiste et qui ne s'est alliée au « marxistes » que contrainte et forcée.

Du côté des antiimpérialistes, les négociations sont souhaitées et ceci de longue date. L'accord de Cuba

Le plan Mexicain

pleine récession, même pour le leader du monde occidental.

Ainsi acculé, on comprend mieux l'acceptation du bout des lèvres par A. Haig des propositions de paix énoncées par le Président mexicain, Lopez Portillo, au début du mois de mars. Le rôle du Mexique pour l'avenir sera fondamental. Les dirigeants mexicains n'ont intérêt ni à l'installation de régime radical dans la région qui lui contesterait son leadership régional et risqueraient d'aviver la contestation de gauche au niveau intérieur, ni à l'instauration d'une « pax americana » qui consacrerait la main mise des USA en Amérique Centrale et donc limiterait l'indépendance mexicaine. Les propositions de Portillo ont l'énorme avantage (et le danger aussi) de globaliser la crise centro-américaine. Selon celles-ci, il est nécessaire que les trois couples belligérants (Cuba-USA, Nicaragua-USA, Front Farubundo Marti-Junte salvadorienne) négocient et règlent leur conflit bilatéral puis que globalement un accord général de non agression soit institué.

L'acceptation américaine à ses propositions n'est pas dû au simple hasard mais répond à un calcul politique de Washington. A l'extrême limite les USA préfèrent négocier et accepter que leurs amis le fassent avant que le rapport général ne soit totalement et irréversiblement favorable aux guérillas qui pourraient ainsi s'imposer sans négociations. Et les éventuelles coalitions locales pouvant résulter de ses tractations, si elles ont lieu, seraient manifestement plus sensibles aux pressions que des régimes directement issus, comme au Nicaragua, d'un conflit armé. Et on ne désespère pas à Washington et

réaffirmé lors du récent débat à l'ONU par l'intermédiaire du dirigeant nicaraguayen, D. Ortega, l'illustre bien.

Ces deux pays auxquels il faut rajouter Grenade ont à faire face à toute une série de problèmes économiques difficilement résolubles si dans le même temps leur est imposée une menace permanente d'agression américaine. Quant au Front Farubundo Marti, il n'a jamais prôné la solution du pire et n'a cessé dès sa création de redonner des négociations tant à N. Duarte qu'à Washington.

Il semble donc que de chaque côté de la barrière, les parties soient prêtes à négocier. L'attitude de « deux alliés potentiels » de chacun des camps tend à confirmer cette impression. D'un côté le Venezuela dont les options proaméricaines sont connues depuis l'installation de la COPEI au pouvoir, a accepté de jouer les intermédiaires dans le conflit salvadorien sur la demande des cinq commandants militaires du Front Farubundo Marti. De l'autre, on peut s'interroger sur le rôle que joue la France dans la région. Le séjour de Mitterrand au Mexique et les contrats de vente d'armes au Nicaragua avaient montré l'engagement de la France aux côtés des forces populaires. Depuis le récent voyage éclair à la Maison Blanche, il semble y avoir un infléchissement français dans la région. Comment expliquer autrement la fameuse phrase de Reagan, « Nous pourrions faire quelque chose ensemble » et la valse hésitation des déclarations françaises au sujet de l'acheminement des armes au Nicaragua et sur la signature d'un second contrat ? La France entend modérer le ton pour ne pas gêner les actuelles tractations.

Mais la question est entière quand il s'agit de savoir ce qu'est prêt à lâcher les USA. Renonciation à l'agression projetée par la CIA contre le Nicaragua, fin de l'aide américaine aux émigrés somozistes du Honduras et cubains de Miami ? Etablissement d'un mini Yalta où Washington lâcherait le Salvador en échange d'un statu quo au Guatemala et au Honduras ?

Les hypothèses les plus folles circulent à ce sujet dont beaucoup sont du domaine du rêve. Car on voit mal Reagan admettre la défaite de ses amis au Salvador après avoir fait de ce petit pays la pierre de touche de sa politique est-ouest.

Comme on conçoit mal un accord explicite ou implicite du Nicaragua et de Cuba à un statu-quo en faveur de régimes néo-fascistes en Amérique Centrale.

Bref, si la négociation semble souhaitée et possible, le compromis qui devrait en sortir au niveau

global est loin d'être éclairci. Ce qui semble certain, c'est que les USA veulent aborder ces négociations en position de force en donnant un vernis démocratique à la junte au Guatemala dont le leader bénéficiera, au moins pour un temps, d'une popularité au sein des masses.

Cependant, la seule et vraie question est de savoir si les USA, de gaitée de coeur où même acculés, sont prêts à accepter la remise en cause de leur domination, la perte d'une chasse gardée pour le pillage économique, l'apparition de régime authentiquement démocratiques et indépendants.

En rappelant cette simple donnée, on ne peut que sourire quand certains parlent d'élections démocratiques dans des pays où l'on meurt de faim ou de balles américaines.

Raphaël Constant

Argentine : 6 ans

A L'AUBE D'UNE

Une inflation qui reste en permanence au-dessus du 100 %, une dette extérieure qui est passée de 5 à 35 milliards de dollars, le palmarès économique des militaires argentins est impressionnant. C'est bien l'évidence progressive de cet échec qui a enfin fait entrer dans le débat public, l'autre grand drame de l'Argentine d'aujourd'hui : celui des conséquences de la répression et tout particulièrement celui des disparitions massives des dissidents. Y compris, sinistre record d'horreur, la disparition de petits enfants. C'est à partir de la constatation que la « guerre » menée par les militaires argentins était non seulement inhumaine mais en même temps inutile, que le problème des plus de 10 000 disparus est devenu, enfin, le problème de tous les argentins. Car, le manque d'information et le régime de terreur instauré par la Junta avaient réduit les efforts de

toutes les organisations humanitaires à une quasi-impuissance. Le geste hebdomadaire des Mères de la Place de Mai, entre autres, n'en était que l'un plus héroïque et dramatique. Cette année, la disparition et l'assassinat de la militante socialiste Ana Maria Martinez aura ainsi provoqué une émotion que ne provoqueraient jamais les milliers de disparitions précédentes.

Un indice de la perte de crédibilité des militaires auprès de l'opinion publique est certainement leur évolution par rapport au problème des responsabilités dans la répression. Voici quelques mois, l'Amiral Massera, ancien chef de la marine, était mis aux arrêts pour le seul fait d'avoir évoqué la question des disparus qui, pour la Junta, n'étaient que des terroristes morts au combat. Quelques jours avant le sixième anniversaire du coup d'Etat, le général Alfredo Saint-Jean reconnaît enfin l'existence du

Guatemala : La nouvelle junte INTERROGATION ET CONFUSION

**Elections présidentielles
Fraude électorale. Coup
d'Etat militaire. Le plan
Reagan visant à
organiser des
consultations
« Démocratiques » en
Amérique centrale a
rencontré un premier et
cinglant échec au
Guatemala.
Un sérieux
avertissement qui peut
servir de leçon, une
semaine après les
élections au San
Salvador.**

Guatemala Ciudad, mardi 23 mars au matin ; plusieurs garnisons en armes encerclent le palais présidentiel. En plein centre de la ville, le siège du gouvernement est assiégé et menacé par des pièces d'artillerie lourde. Après avoir tenté de négocier, le président Lucas se rend en début d'après-midi. Aux dires des témoins, l'opération a réussi sans aucune effusion de sang. Un « calme tendu » règne alors dans la capitale, rapporte le correspondant de l'AFP.

A la tête d'une junte que l'on dit modérée : le général Efraín Ríos Montt. L'homme fort du nouveau « régime » n'est plus un inconnu pour les Guatémaltèques. En 1974, il était candidat à la présidence, à la tête d'une coalition de centre gauche réunissant la Démocratie chrétienne et les sociaux-démocrates. Sans les fraudes auxquelles le scrutin avait donné lieu, il aurait sans doute été élu. Cette fois, il apparaît comme le chef de file d'un groupe de jeunes

officiers de l'armée de l'air qui ont mené avec lui le coup d'Etat.

Péripiétie banale pour un pays qui depuis trente ans, voit défilier à sa tête nombre de casquettes étoilées et de tenues kaki ? Peut-être pas. On retiendra que cette prise de pouvoir par la force intervient quinze jours seulement après la « victoire » du général Anibal Guévara aux élections présidentielles. Scrutin dérisoire auquel aucune force de gauche ne participait (voir S.F. du 5 mars 1982) ; scrutin truqué qui donna lieu à de telles manipulations qu'aucun des trois autres candidats n'a reconnu la validité des résultats. Ceux-ci se retrouvent aujourd'hui autour du général Montt pour affirmer que « l'armée a rempli son devoir », que « le coup d'Etat était la seule solution », que « c'était peut-être le seul coup d'Etat nécessaire de l'histoire du Guatemala » (sic).

Il est vrai que le général Montt leur a donné satisfaction dans son premier décret-loi en annulant, dès le vendredi 26 mars, les dernières élections. Il a promis également l'organisation d'une nouvelle consultation dans un délai incertain. Nouvelle consultation qui n'aura plus de valeur que la précédente car ce coup d'Etat marque avant tout la faillite de la politique reaganienne en Amérique Centrale.

Pour assoir leur domination dans la région, les Etats-Unis attendaient du verdict des urnes l'émergence de nouveaux hommes moins compromis au regard des Droits de l'Homme, donc plus fiables sur la scène internationale.

Mais quel crédit peut-on accorder à des scrutins qui se déroulent sur des champs de bataille ? De quelle légitimité peuvent se targuer ce quarteron de candidats fantoches qui se déchirent la victoire à coup de manipulations ?

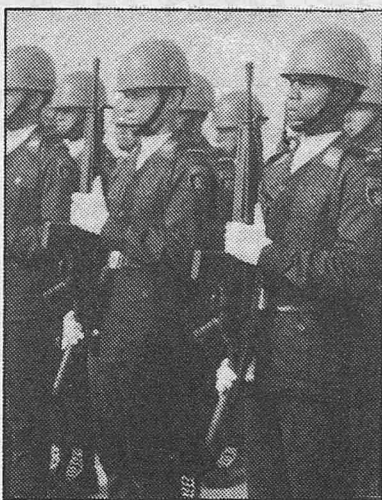
Après les consultations électorales au Honduras en novembre 81, et au Costa-Rica en février 82,

le scrutin au Guatemala prenait une valeur de test avant l'échéance du 28 mars au Salvador. La réponse des militaires, on le voit, ne s'est pas fait attendre.

Forts du soutien de l'armée et du secteur économique, le général Montt semble vouloir améliorer l'image de marque du Guatemala ; il a fait part dans un communiqué de sa volonté « d'instaurer un véritable régime démocratique ». Les intérêts des militaires et des Américains sont loin d'être contradictoires : tenter de sortir le Guatemala de l'isolement diplomatique presque total dans lequel il se trouve en raison des violations des droits de l'Homme, attirer à nouveau les investissements étrangers... mais aussi combattre « le communisme ».

« La politique se résoud par le vote et non par les armes. Si la guérilla combat avec les armes, nous la combattons de même » a déjà affirmé l'auteur du putsch qui n'est pas à une contradiction près. Retour à la « case départ », à la spirale infernale qui, d'élections en répression, nous ramène au scrutin du 7 mars dernier, à la politique du bâton et du bulletin de vote.

Thierry Leclerc



Salvador : rien n'est réglé

Selon A. Haig, le vote du 28 mars aurait été « une défaite militaire ainsi qu'un désaveu populaire pour les guerrilleros ». Il est certain que tout un chacun peut trouver dans les résultats des raisons de se réjouir. Les USA car les élections ont eu lieu, la junte car la participation n'a pas été négligeable, la Démocratie-Christienne car elle arrive en tête des résultats, la droite et l'extrême-droite car l'ensemble des forces s'en réclamant, réunissent la majorité des suffrages.

Passés ces cris de triomphe, il est facile de constater qu'ils ne reposent pas sur grand-chose et que derrière les sourires affichés, il y a des déceptions.

Les élections ont eu lieu. Qui a douté un seul instant de leur tenue du moment où Washington les réclamait, où l'armée, la droite, l'extrême droite militaire, la démocratie chrétienne, l'appareil d'Etat s'étaient mobilisés dans ce sens ? Avec cet aéropage, proclamer que la tenue d'élections est une victoire frise le ridicule.

Quant à la participation, le nombre d'électeurs potentiels varie selon les sources, d'un million deux à un million huit. Et l'objectif qu'avait fixé la junte pour crier victoire était de 500 000 électeurs, c'est à dire moins de 50 % de participation. Enfin, il faut savoir que le vote est obligatoire au Salvador, que les non-votants sont repérables à tout moment car un tampon indique sur la carte d'identité si son titulaire a voté ou non, que dans les latifundias on a traîné, emmené les travailleurs aux urnes, que la sinistre Orden a menacé de mort ceux qui n'iraient pas voter. Dans ces conditions, crier victoire avec à peine cinquante pour cent de participation est indécent.

En ce qui concerné les résultats, les grands gagnants ne sont ni les USA, ni la Démocratie Chrétienne. Comme nous l'a déclaré Roberto Armijo, représentant du Front Démocratique Révolutionnaire à Paris, le « projet américain a échoué ». Ce dernier consistait à donner une légitimité au pouvoir et d'asseoir la tendance de la junte, la

DC, qui accepte un certain nombre de réformes. Mais celle-ci, en dépit du soutien actif de l'ambassade américaine, n'a pas obtenu la majorité absolue. Les partis inféodés à l'oligarchie terrienne et qui veulent le statu quo (Arena 28 %, le Parti de Coalition Nationale 17 %, l'Action Démocratique 9 %, le Parti Populaire Salvadorien 3 %, le Parti d'Orientation Nationale 1 %) pourront bloquer toute tentative de remodeler et de restructurer l'actuel système économique existant au Salvador comme le souhaite Washington pour gêner la guérilla.



Aussi, loin de régler le problème R. Armijo a raison de noter que ces élections « ont compliqué les choses ». La grande préférence de la droite rendra plus difficile l'ouverture de négociations qui restent pourtant la seule issue à la crise actuelle.

La guérilla a démontré à l'occasion de cette élection qu'elle est plus que jamais capable d'être présente physiquement et militairement sur tout le territoire national. La chute aux mains du Front Farabundo Martí de la caserne d'Usulután, ville de 62 000 habitants et celle de San Elena en est une démonstration éloquentes. Il faudra donc bien tenir compte du FFMLN et du FDR qui n'ont cessé de progresser tant sur le terrain qu'au niveau diplomatique.

après le coup d'état

ERE NOUVELLE ?

« problème des disparus » et promet que tous les cas seront examinés avec les familles concernées. Coup de propagande, ou véritable tournant ? Il est encore trop tôt pour se prononcer, mais toujours est-il que c'est bel et bien l'échec des militaires sur toute la ligne, ce qui les pousse à changer le ton.

C'est vers la mi-juin que la Junte devrait publier enfin son projet de nouveau statut pour les partis politiques. Cette échéance est considérée comme capitale pour entamer le retour à un système démocratique. Cette perspective semble être devenue plus réelle après l'arrivée à la présidence, en décembre 1981, du général Galtieri. Non pas qu'il soit un démocrate acharné, mais il semble décidé à devenir cette sorte de charnière entre l'essoufflement d'un régime militaire et ce qu'on appelle traditionnellement une « ouverture ». Il aurait même des

sérieuses prétentions de devenir le premier président constitutionnel d'une nouvelle phase « démocratique » dans un pays qui n'en a guère connu ces dernières décades.

En tout cas, les prétentions du « général imposé » de devenir « président élu » ne risquent pas d'être trop perturbées par l'action des partis politiques argentins qui ont été passablement discrédités pendant ces six années. Ils ont été largement dépassés par l'action des associations de défense des Droits de l'Homme qui pendant longtemps ont assumé pratiquement seules, l'activité d'opposition et de dénonciation de la Junte. Les initiatives de la « Multipartidaria », organisme regroupant plusieurs partis d'opposition, n'ont jusqu'à présent, guère été suivies. Plus récemment, Mario Firmenich, secrétaire général des « Montoneros » appelait à la constitution d'un rassemblement de tous les secteurs

de la société argentine, « sauf l'oligarchie » pour « instaurer un nouveau régime politique selon les principes républicains de la représentativité gouvernementale ». Les péronistes de gauche croient que le mouvement populaire argentin peut « en dépit des séquelles qu'ont pu laisser les luttes internes, parvenir à une convergence ». Le péronisme, ce phénix de la politique argentine, s'est-il remis des conséquences de l'échec d'Isabel Peron ? Seule une ouverture démocratique permettrait effectivement de le constater bien que, en absence de leader, le péronisme semble perdre de sa force. En tout cas les militaires ne semblent pas disposés à céder le pouvoir de la même manière que le fit en 1973, le général Lanusse et qui permit le retour au pouvoir du général Péron.

E. Olivares

Guyanne : Le PSG se fache

Mercredi 24 mars, de violents incidents ont eu lieu à l'occasion de la session du Conseil Général opposant des gardes mobiles français et des manifestants de gauche qui réclamaient l'annulation de l'élection du RPR Brune dans le canton II de Cayenne. Cette réélection avait été proclamée la veille par le tribunal de Cayenne en dépit des fraudes et des conditions troubles dans lesquelles a eu lieu le dépouillement. Grâce à cette décision, un RPR a pu être élu à la présidence du Conseil Général au bénéfice de l'âge. A cette occasion, M.E. Castor, dirigeant du Parti Socialiste Guyanais, a déclaré qu'il s'agissait d'un « coup de poignard dans le dos ». Et M. Catayee, secrétaire général du PSG, a estimé « Ce sont des méthodes coloniales dignes de celles employées par Giscard d'Estaing. Le gouvernement socialiste veut une décentralisation voulue par lui et non par le peuple guyanais. Il est contre le peuple guyanais... » Il s'agit de la première déclaration antigouvernementale du PSG depuis le 10 mai.

Tahiti : Procès à Versailles

Le 19 avril prochain s'ouvrira devant la Cour d'Assises de Versailles, le procès de cinq tahitiens : E. Tauhiro, O. Chapman, J. Seigel, J.C. Temarii, P. Teave. Ils sont accusés d'avoir animés une mutinerie à la prison de Tahiti, survenue le 14.01.78 à la suite de la condamnation du leader indépendantiste local, Charlie Ching. La mutinerie qui s'était faite au cri de « vive l'indépendance, les français dehors » s'était soldée par la mort d'un gardien et d'un détenu. Lors du premier procès à Papeete, en mai 79, ils avaient été condamnés à des peines allant de cinq ans aux travaux forcés à perpétuité.



La rupture?

De la parole aux actes, il n'y avait qu'un pas que l'Amicale des Algériens semble avoir franchi allègrement en perturbant la réunion publique du samedi 27 mars, à la maison du peuple de Belfort; à laquelle, participait Ahmed Ben Bella. Cette action de l'Amicale, fait suite à une attaque en règle de la presse algérienne, après les différentes interviews données par l'ancien président de la république algérienne, à divers médias français. C'est ainsi que l'hebdomadaire « Algérie Actualité » du 25 mars s'en prenait à Ben Bella qualifié « d'homme du passé » ou encore, « il se prend pour le De Gaulle de l'Algérie ».

Alors, est-ce le point de non retour? La rupture est-elle consommée entre le pouvoir algérien et Ben Bella?

Pour l'instant, tout porte à le croire, après les échauffourées de Belfort qui ont opposé des membres de l'Amicale à d'autres ressortissants algériens venus écouter l'ancien président, qui auparavant, avait développé, sa conception « L'Islam révolutionnaire qui accepte le Juif et le Chrétien » et qui s'en était pris également à « la corruption généralisée du régime algérien qui interdit toute révolution culturelle ».

Depuis sa libération, Ben Bella, s'était gardé de toute critique à l'égard du pouvoir algérien et intervenait seulement sur l'Islam et les droits de l'homme.

Mais après les incidents de Belfort, l'ancien président, est allé encore plus loin. Répondant à une interview du quotidien « L'Alsace », il a souhaité d'autre part « je ne cherche pas le pouvoir (...) si je devais redevenir présent, ce serait pour créer une situation nouvelle ».

La tension est donc montée d'un cran après ces nouvelles déclarations, et une vive irritation transparait dans les milieux responsables algériens (voir communiqué de l'Amicale des Algériens).

Des démarches officieuses ont été entreprises même auprès du parti socialiste pour attirer l'attention de ses responsables sur les conséquences qui pourraient résulter des interventions répétées de M. Ben Bella.

L'affaire, si affaire il y a, ne fait que commencer.

Quelles qu'en soient les développements, une remarque s'impose : les thèmes développés par l'ex président algérien méritent un débat public, et non une escalade de violence. La place de l'Islam dans les sociétés arabo-islamiques et le viol quasi-systématique des droits de l'homme dans nos contrées, sont plus que jamais à l'ordre du jour, et un coup de poing n'y changera rien. Il est temps d'en finir avec certaines méthodes, on ne peut indéfiniment substituer l'autoritarisme à la liberté d'expression tôt ou tard, il faudra publiquement en débattre, à moins de vouloir « raser » toute opinion divergente, comme a été « rasée » la ville syrienne de Hama.

Farid Aichoune
Kamal Belarbi

BEN BELLA- APRES BELFORT :



Libre opinion

Radioscopie des libertés

Lorsqu'on parle de libertés et de droits du citoyen viennent immédiatement à l'esprit les formules de « liberté d'expression », de « liberté d'association »... qui retiennent d'emblée l'attention de l'opinion. Qu'en est-il en Algérie?

Certains droits économiques et sociaux ont été immédiatement mis en oeuvre par l'Algérie indépendante.

Ils comprennent la prise en main par l'Etat des secteurs-clé de l'économie à travers les nationalisations (des terres, des secteurs industriels et miniers, bancaire et du commerce extérieur) avec pour objectifs : du travail pour tous, l'amélioration

des conditions de vie du peuple et la suppression des inégalités sociales.

Mais déjà dans ce domaine apparaissent des contraintes pesantes sur l'expression des revendications populaires quotidiennes. Ainsi en est-il de la limitation du

droit de grève au seul secteur privé dans un pays où le secteur public est prédominant. De même, si le droit syndical est reconnu, l'est-il dans le seul cadre du syndicat unique, étatisé, ce qui limite très sérieusement les possibilités d'expression, d'organisation et d'action syndicales des travailleurs. Aussi les erreurs commises par les P.D.G. du secteur public peuvent difficilement être critiquées et corrigées par les travailleurs.

Quant aux libertés et droits individuels, ils recouvrent en particulier le droit d'aller et venir, c'est-à-dire le droit de se déplacer librement.

nul besoin de dire que depuis 1967 (année au cours de laquelle a été instituée) « l'autorisation de sortie du territoire national » jusqu'en 1980 (année de sa suppression) la liberté de quitter le territoire national, a subi de très sérieuses restrictions. Depuis près d'un an, une nouvelle restriction aux sorties du territoire est inter-

venue par le biais du retrait par la P.A.F. (1) du passeport à toute personne ayant effectué trois voyages à l'étranger dans l'année. Une telle mesure de police ouvre la voie à tous les abus possibles.

Mais les droits et libertés culturels me semblent, dans la situation actuelle, les plus importants à discuter. Ils englobent en effet le vaste domaine des libertés de la pensée et celui des droits politiques. Qu'en est-il?

Si l'on s'en tient aux textes (Charte nationale, Constitution, législation) les libertés de la pensée sont presque toutes reconnues : liberté d'opinion, libertés de conscience et de création, libertés d'expression, de réunion et d'association. Sauf... sauf la liberté de la presse. C'est-à-dire en fait l'un des rares moyens, et en tout cas le plus important, à travers lesquels peuvent s'exprimer toutes les libertés. Car que signifie la reconnaissance théorique de toutes ces libertés fondamentales si le moyen d'en user et de les mettre en oeuvre est strictement contrôlé par le régime en place.

Et que signifient-elles si ce n'est qu'elles sont soumises lorsqu'elles doivent s'inscrire « dans le cadre de l'unicité du parti et de son rôle de direction et d'orientation de la vie publique ? » (2) Que peuvent-elles signifier dans ce cas si ce n'est qu'elles ne peuvent s'exprimer qu'à condition d'aller dans le sens de la politique gouvernementale? En d'autres termes, tout le monde est libre d'exprimer une opinion à condition que ce soit la même que celle du parti et du gouvernement. Sans commentaire.

Restent les droits politiques : droit d'être électeur et d'être élu. C'est par ceux-ci s'exprime la souveraineté nationale et populaire. Oui : la souveraineté ; la participation totale à la vie publique du pays.

Sur ce point, même processus,

Communiqué de l'Amicale

Depuis plusieurs semaines, un politicien aigri et ambitieux que la Révolution algérienne, dans sa clémence, a libéré, ne cesse d'utiliser des médias complaisants pour insulter l'Algérie et ses dirigeants, sous prétexte de propagation et de défense de l'Islam.

Ce personnage qui porte de lourdes responsabilités dans nombre de problèmes que notre pays est actuellement en train de résoudre, n'est nullement qualifié pour donner des leçons de démocratie et d'intégrité à notre peuple. L'Histoire l'a déjà condamné et les acquis de notre Révolution sont la meilleure réponse aux élucubrations de ce personnage qui se sert de l'Islam à des fins personnelles.

Il est par ailleurs étonnant que ce professionnel de la démagogie bénéficie avec autant de complaisance de médias (sous-tutelle de l'Etat) pour entretenir en France une agitation qui confine à une opération anti-algérienne.

L'émigration algérienne a de tout temps démontré qu'elle ne saurait servir de tremplin aux ambitions politiciennes de n'importe quel fantôme du passé qui s'est mis au service des ennemis de l'Algérie.

L'Amicale des Algériens en Europe appelle la communauté algérienne émigrée à continuer de faire preuve de vigilance face aux tentatives de division d'où qu'elles viennent et à demeurer mobilisée aux côtés de notre peuple dans l'oeuvre exaltante d'édification nationale.

L'Amicale des Algériens en Europe dégage sa responsabilité dans tout incident qui pourrait opposer l'émigration algérienne à cet aventurier dans le cas où il continuerait sa campagne d'insulte et dénigrement de l'Algérie.

même réponse. Reconnus dans leur principe par la Constitution, ils ne peuvent s'exercer que sous le contrôle et la direction du Parti. Et ce n'est pas peu dire ! Il n'y a qu'à relever simplement les multiples précautions avec lesquelles sont choisis les candidats aux élections des différentes assemblées représentatives, à tous les niveaux (municipales, départementales, nationale, mais aussi dans les entreprises et dans les domaines agricoles), soigneusement filtrés pour s'assurer d'avance qu'ils sont complètement acquis aux intérêts du régime. Qu'importe s'ils ne sont pas acquis aux intérêts du peuple !!

Que conclure? Parti unique, syndicat unique, presse unique, élections contrôlées, plus même : orientées ! Où sont les libertés ? Pour quand la liberté ?

Aziz Benbacher

(1) Police de l'Air des Frontières
(2) Charte nationale et constitution algérienne du 22.11.76.

réaction

Tous doivent s'exprimer !

Je déplore les affrontements qui ont eu lieu à Belfort, ils ne peuvent nuire qu'à l'émigration.

Je réprouve les pratiques d'obstruction utilisées par « L'Amicale » elles relèvent du style fasciste, incompatible avec les droits de l'homme et les libertés publiques.

Le problème qui confronte l'Algérie, est celui de la démocratisation de toute la société, et pas seulement du pouvoir politique. Aussi bien il

est fondamental de rompre avec les méthodes autoritaires et intolérantes qui depuis vingt ans ont créé un véritable sous-développement politique et affaibli la conscience nationale. Il faut créer ici et maintenant des moeurs de débat pacifique et de dialogue. Tous les Algériens et Algériennes doivent pouvoir s'exprimer librement et pacifiquement.

Hocine Aft Ahmed

ALGER

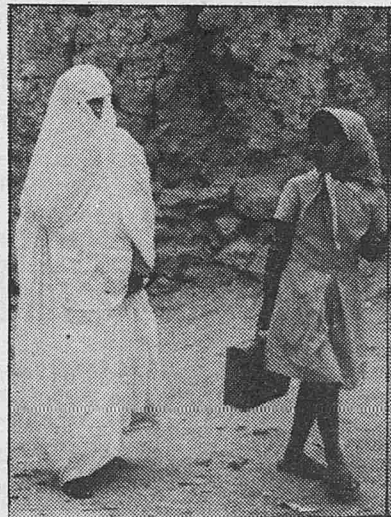
LA RUPTURE ?

Libre opinion

Militant ou ancien combattant ?

Ben Bella est « libre », d'autres opposants, appelés anciens militants, sont autorisés à rentrer en Algérie comme Hocine Zahouane, Mahsas...

Le régime d'Alger, en accordant des mesures de clémence à l'égard des opposants, les taxent par ailleurs de militants du passé ou dépassés par la marche de la Révolution « Socialiste ».



Avant lui, Boumédiène accusait les opposants soit d'avoir volé de l'argent du peuple, soit d'être au service des ennemis de la Révolution, sans jamais faire de critique par rapport à leurs idées.

Après les déclarations de Ben Bella à Radio-Monte-Carlo, et S.F., le régime d'Alger reprend avec virulence cette accusation à l'égard de Ben Bella.

Que penser de cette accusation ?

20 ans après l'indépendance, le statut d'ancien moudjahid demande à être révisé, car jusqu'à présent il est à l'image de celui de la France. Avec sa retraite, sa pension, et ses privilèges, ce qui est bien sûr contraire aux options socialistes. Chaque année, le régime leur rend hommage, vante leurs mérites et leurs sacrifices. Il s'adresse à leur subjectivité en laissant croire que « Moudjahid » égale « Privilège ». Rassemblés dans une organisation corporatiste, ils sont utilisés comme caution politique.

Les gouvernements successifs, particulièrement celui de Boumédiène, n'ont pas hésité à créer des privilèges pour une minorité. Certains ont reçu pour « Service rendu à la Nation », et surtout en échange d'une certaine neutralité politique : cafés, salons-hôtels, licences pour affaires, etc... D'autres, pour « loyaux services », se sont vus attribuer des « biens-vacants », des fermes, et des postes honorifiques, alors qu'une infime minorité participe directement à la gestion et à la politique du Pouvoir. La majorité des « anciens militants » continue de partager la misère du peuple et refuse d'être corrompue par ce système. Il va sans dire que l'ensemble des combattants d'hier subissent les mêmes conditions de vie imposées aux masses populaires par la bourgeoisie privée ou d'Etat.

Au lieu de réclamer un reclassement, du reste illusoire, ils doivent plutôt se battre pour une véritable reconversion, faite jusqu'à présent à coup de discours, de résolutions démagogiques ou de mesures favoritistes. La seule reconversion possible est celle qui consiste à les alphabétiser, à les former professionnellement et politiquement, afin qu'ils puissent continuer le combat sous d'autres formes, en prenant conscience que leurs revendications s'inscrivent naturellement dans le processus global de la lutte des travailleurs, pour l'édification d'une société socialiste.

Vu sous cet angle, l'on ne peut donc parler du « Moudjahid » qu'en tant que militant non-figé dans le temps, apte à s'adapter à l'étape actuelle des luttes. Dès lors, l'affubler de l'étiquette « d'ancien » c'est le reléguer arbitrairement dans une phase de l'Histoire : utile dans le passé, inutile pour l'avenir.

Opposer ancien à nouveau militant, c'est affaiblir le mouvement révolutionnaire dans son ensemble. Or qu'est-ce qu'un militant, sinon un paysan, un ouvrier, un intellectuel... qui, après avoir accompli son devoir nationaliste, continue son action sous d'autres formes pour parfaire

ce qu'il a légitimement reconquis dans une première étape.

Il est donc clair qu'il faut rompre avec les nostalgiques du passé, les « Historiques » et de combattre tous ceux qui tirent de leur prestige d'énormes privilèges au nom des martyrs et ceux qui veulent faire des masses opprimées de notre pays une masse de manoeuvre pour la bourgeoisie. Aujourd'hui le clivage n'est pas entre « ancien » et « nouveau », « jeune » ou « vieux » militant, mais autour d'un projet socialiste démocratique. Celui-ci, falsifié, est à expliciter de nouveau. Seuls les partisans convaincus du socialisme démocratique peuvent le faire. Ils doivent s'attacher d'abord à la clarification des questions fondamentales qui se posent aujourd'hui au mouvement révolutionnaire. Ceci, dans une dynamique de prise de conscience des travailleurs et des masses laborieuses pour s'organiser sur leurs propres bases. Le mouvement de dockers, des cheminots, des P.T.T., des travailleurs des transports (R.S.T.A. etc...) et des travailleurs immigrés, fait qu'aujourd'hui la lutte des classes est une réalité en Algérie.

Que répondre à cette accusation ?

C'est en participant pleinement sur le terrain à ce processus de lutte de classe, et en priorité à l'organisation des travailleurs, que nous avancerons sur la voie des libertés. Cela, en s'appuyant sur le débat démocratique en vue d'un rassemblement le plus large et le plus unitaire, des révolutionnaires. Ceci est valable pour tous, y compris ceux issus du mouvement de libération nationale, se réclamant de la gauche : Ben Bella, Zahouane, Harbi, Boumaza, Mahsas, Zbiri, Hadj-Ali, Boudiaf, Ait-Ahmed, etc... avec la grande masse des militants anonymes.

Partout dans le tiers-monde, la phase historique des « zaïms » est passée. Seule l'unité des masses populaires autour d'un programme débattu démocratiquement par l'ensemble des courants de la gauche peut aboutir à l'avènement d'une société socialiste démocratique.

Le renouveau est à ce prix.

Rahim

On indique dans l'entourage du président Ben Bella à propos de l'incident de Belfort : « Il s'agissait d'une provocation délibérée d'éléments appartenant à l'Amicale des Algériens en Europe ayant pour but de créer une situation hostile et gênante à la présence de Ben Bella en Europe ».

« Quoiqu'il en soit, tout Algérien, a le droit d'exprimer son opinion sur les problèmes du pays ».

Toujours selon l'entourage de Ben Bella on considère que « cette réunion était personnelle et amicale ».



« La santé pour tous en l'an 2000 »

On ne peut soigner le Tiers-Monde comme on soigne les pays riches, c'est enfin devenu une évidence. Traiter les problèmes sanitaires des pays en voie de développement en s'inspirant des méthodes et solutions appliquées dans les pays industrialisés n'a abouti qu'à un renforcement des inégalités : les riches sont de mieux en mieux et de plus en plus soignés, pour les autres, la situation devient catastrophique.

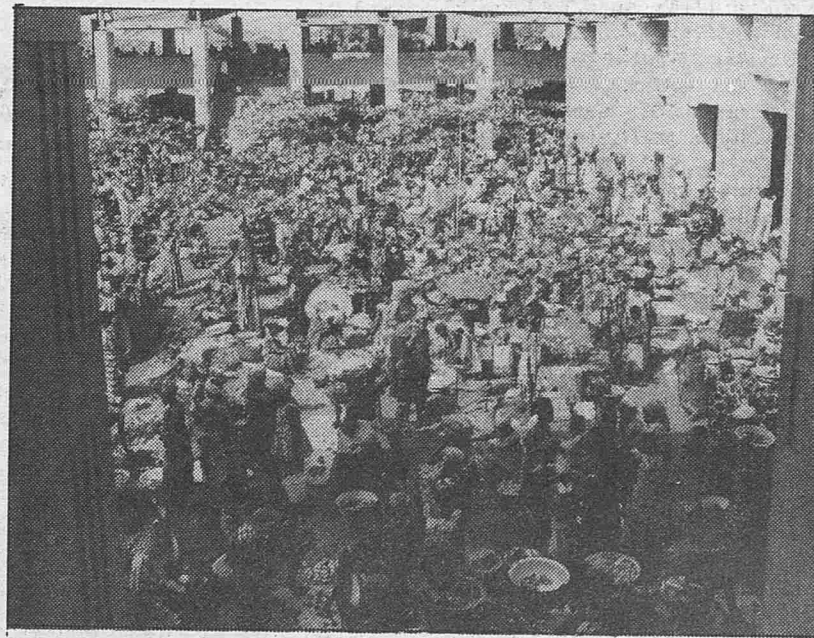
Cette faillite des modèles sanitaires occidentaux appliqués au Tiers-Monde est clairement soulignée dans le sixième rapport de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) dont nous vous parlions la semaine dernière (cf « Mal-développement », Sans Frontière n° 54). Ces modèles, fondés sur un système hospitalier et la formation des médecins de plus en plus nombreux, se sont révélés incapables d'améliorer la situation sanitaire des pays en voie de développement. Nous avons déjà évoqué la semaine dernière, les causes de cet échec (concentration

de la capitale engloutit plus de la moitié du budget total de la santé ! Il ne s'agit pas, bien évidemment, de faire disparaître le système hospitalier : celui-ci est indispensable, car il permet certaines interventions impossibles sans l'infrastructure qu'il représente ; et il est nécessaire à la formation des médecins et personnels soignants.

Il s'agit plutôt de le doubler par un système de soins décentralisé, impliquant des « agents sanitaires » ayant reçu une formation complète, mais des individus ayant été initiés aux techniques sanitaires élémentaires et aux questions d'assainissement du milieu. L'idée de base est double : d'une part mettre l'accent sur la prévention, d'autre part obtenir la participation de la population à tous les niveaux.

Pour cela, il s'agit de mettre en branle un certain nombre d'actions destinées à réduire la vulnérabilité des pays pauvres aux maladies :

- « programmes élargis de vaccination » contre la diphtérie, la coqueluche, le tétanos, la rougeole,



urbaine des médecins dans des pays en majorité ruraux, expatriation volontaire des médecins formés ...).

De plus, former suffisamment de médecins apparaît comme une « mission impossible », lorsqu'on sait que, compte tenu du temps et des moyens nécessaires pour leur formation, le taux de production de ces médecins est le même que celui de l'augmentation de la population dans les pays du Tiers-Monde : 2,5 % par an. Dans ces conditions, quoi qu'on fasse, il n'y aura jamais assez de médecins.

Devant ce constat d'échec, l'O.M.S. a élaboré les bases de son « nouvel ordre sanitaire » international. D'une manière générale, il s'agit de modifier la conception même des systèmes de santé des pays en voie de développement, pour les rendre plus aptes à satisfaire les besoins des pays concernés. Pour cela, l'O.M.S. s'est fixé un certain nombre d'objectifs à l'horizon de l'an 2000.

Ces objectifs inversent en quelque sorte les priorités actuelles. Par exemple, on ne préconise plus la construction de ces grands hôpitaux dont nous parlions. Ceux-ci impliquent une charge financière très lourde : dans certains pays pauvres, le fonctionnement de l'hôpital principal

la poliomyélite et la tuberculose (10 % seulement des enfants naissant dans le Tiers-Monde sont actuellement vaccinés) ;

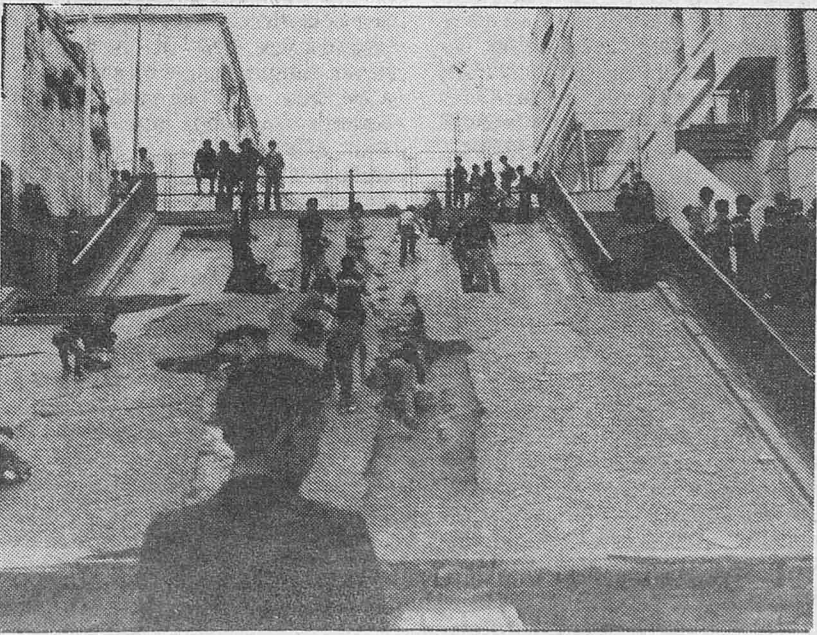
- permettre à tous un accès à l'eau potable à moins de 15 minutes de marche (1/3 seulement des populations les plus pauvres ont accès à de l'eau salubre et des installations sanitaires même rudimentaires) ;

- accès à des soins médicaux et certains médicaments essentiels à moins d'une heure de marche.

- la présence d'une accoucheuse connaissant les règles élémentaires de l'asepsie, et l'amélioration de l'état nutritionnel des mères et des enfants, devraient permettre de réduire la mortalité infantile ...

Tout se passe comme si on tenait enfin compte des besoins sanitaires immédiats et vitaux des populations pour décider de la nature des systèmes de santé des pays du Tiers-Monde. Mais n'est-il pas un peu tard ? Combien de vies auront coûté l'« occidentalisme » (ce qui est bon pour soigner les Blancs ne saurait être que bon pour les « sauvages » aussi !) et les intérêts financiers en jeu (de gros profits sont en jeu dans la construction d'un centre hospitalier) ?

Antitrust



La concertation entre le gouvernement et les immigrés aurait-elle le hocquet ? 40 marchands ambulants, maghrébins et égyptiens, ont commencé depuis le samedi 27 mars 82, une grève de la faim illimitée. Encore un jeûne d'immigrés, diront certains.



Photo Senna

Grève des marchands ambulants

A QUAND LA CIRCULAIRE ?

C'est, après sept mois de concertation et de démarches le seul moyen de nous faire entendre, expliquent les grévistes. Une grève inutile, répliquent les autorités. Voire...

La grève de la faim est le seul moyen qui nous reste pour avoir une reconnaissance directe de la part des autorités, car jusqu'à ce jour, on était reconnus... mais indirectement.

compte, à l'instar de tant de catégories de clandestins ; ils ne comprennent pas du tout la lenteur de l'administration à rendre publique la circulaire les concernant, alors que le problème lui a été posé depuis bientôt huit mois et soulevé à chaque rencontre entre le Secrétariat d'Etat et la M.T.I.

Les marchands ambulants ont par ailleurs le sentiment profond d'être dans leur juste droit, reconnu à moitié par le gouvernement.

Ils revendiquent cette « reconnaissance directe » dont parlait Brahim plus haut. « Nous ne coûtons rien à la France me dit l'un d'eux. Au contraire, nous lui payons, indirectement, beaucoup de choses : la TVA, que nous versons aux grossistes, les 170 F de la consignation, à chaque trimestre, etc... et puis dans notre secteur, on ne risque pas de renforcer le chômage... Notre emploi, c'est nous qui le créons ».

Les marchands ambulants exercent cet emploi, depuis des années pour certains, et ont des tas de papiers pour le prouver : d'abord, ce fameux récépissé de consignation, délivré aux marchands en attendant la réponse à leur demande d'inscription au registre du commerce.

Avant le 10 mai, la délivrance de cette pièce, n'impliquait pas de demande d'inscription.

D'autres payaient des patentes ou obtenaient des « livrets de circulation » (destinés en général aux troubadours). Certains, enfin, possédaient des récépissés de séjour, « généreusement » accordés par quelques policiers... en échange, il est vrai, d'un quelconque bakchich. Bref, la clandestinité négociée, si j'ose dire.

C'est pour mettre fin à cette « semi-reconnaissance » que les marchands ambulants et les responsables de la Maison des Travailleurs Immigrés ont décidé d'entamer leur jeûne malgré une ultime rencontre avec le Secrétariat d'Etat.

Organisée le jeudi 25 mars à l'initiative de l'assistant parlementaire de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S. et député de Barbès, la réunion n'a pas abouti.

Les responsables du Secrétariat d'Etat et du Ministère du Commerce ont expliqué, nous a-t-on déclaré, qu'ils ne pouvaient révéler le contenu exact de la

circulaire tant attendue, puisque certains points font l'objet d'ultimes négociations inter-ministérielles. « Pour nous, disent-ils, le problème est avant tout un problème de commerçants, et nous pensons que les critères qu'énoncera la circulaire, seront des critères de régularisation. Ils permettront de régulariser un grand nombre de commerçants ».

Les grévistes et ceux qui les soutiennent ne l'entendent pas de cette oreille. Lors de cette rencontre, ils voulaient justement prendre connaissance de ces critères car ils craignent qu'ils soient aussi restrictifs que l'actuel statut de commerçant étranger. Pour eux, les critères à retenir doivent être ceux qui avaient été esquissés lors d'une rencontre avec M. Charvet et qui étaient, rap-

pelons-le, au nombre de quatre. On saura dans les prochains jours si le gouvernement a tenu compte de ces critères, mais en attendant, les grévistes prévoient plusieurs initiatives dont un rassemblement le dimanche 4 avril, alors que les marchands ambulants originaires d'Afrique Noire, (qui ne participent pas à la grève de la faim tout en la soutenant) tentent de trouver leur voie propre, entre les problèmes de logement et celui de la régularisation, comme l'explique l'encadré ci-joint. Un combat qui s'annonce, malgré tout, difficile.

K.B.

Pour tout soutien financier : Joëlle Paquet C.C.P. Paris : 676108 F

Pour tout renseignement : M.T.I. Tel : 372 75 85

La rénovation de l'Îlot Châlon

L'Îlot Châlon, abritant cinq mille habitants environ, aux abords de la Gare de Lyon, devrait bénéficier des attentions de la Ville de Paris : considéré comme insalubre, inconfortable, et, qui plus est, peuplé d'une population « cosmopolite », il est la honte de Paris a pu dire Jacques Chirac. Le projet de rénovation, déjà voté par le Conseil Municipal, est essentiellement axé sur l'aménagement des abords de la Gare de Lyon : parkings, hôtels et commerces de luxe, administrations et logements pour la SNCF (qui possède des terrains importants), 500 logements reconstruits et éventuellement un foyer pour 150 immigrés.

Malheureusement, l'ensemble de la population a des revenus modestes, qu'elle soit française ou d'origine étrangère, et la majorité travaille dans Paris intra-muros. Elle souhaite donc rester sur place. Mais les quelques logements reconstruits ou réaménagés, seront financièrement hors de portée. Le comité des habitants de l'Îlot Châlon a pu évoquer ces quelques détails qui avaient échappé à la sagacité des édiles lors d'une réunion avec la Direction de l'Urbanisme. Il a aussi pu attirer l'attention sur le fait que la présence d'immigrés de

multitudes ethnies, n'a pas entraîné jusqu'à présent de troubles malgré des conditions de vie dégradées dans un lieu volontairement laissé à l'abandon. Il lui a été proposé de participer à l'enquête d'utilité publique qui doit avoir lieu prochainement pour faire valoir son point de vue. Cependant, le comité estime difficile de participer à une enquête sur un projet qui ne tient pas compte des besoins élémentaires des habitants et qui a été conçu sans leur participation. Il demande donc que le projet soit refait avant toute enquête et il prépare les éléments d'un nouveau programme où le logement et la prise en compte de l'aspect multi-ethnique du quartier seront privilégiés. Sur le terrain, il organise des comités d'immigrés à la fois pour participer à ce travail et pour que les habitants puissent vivre dès maintenant dans des conditions décentes, résister à toutes les manœuvres d'intimidation pour les convaincre de partir sans indemnités et sans garanties de logement et pourquoi pas, prendre en charge eux-mêmes la rénovation de leur habitat.

Daniel Tartier

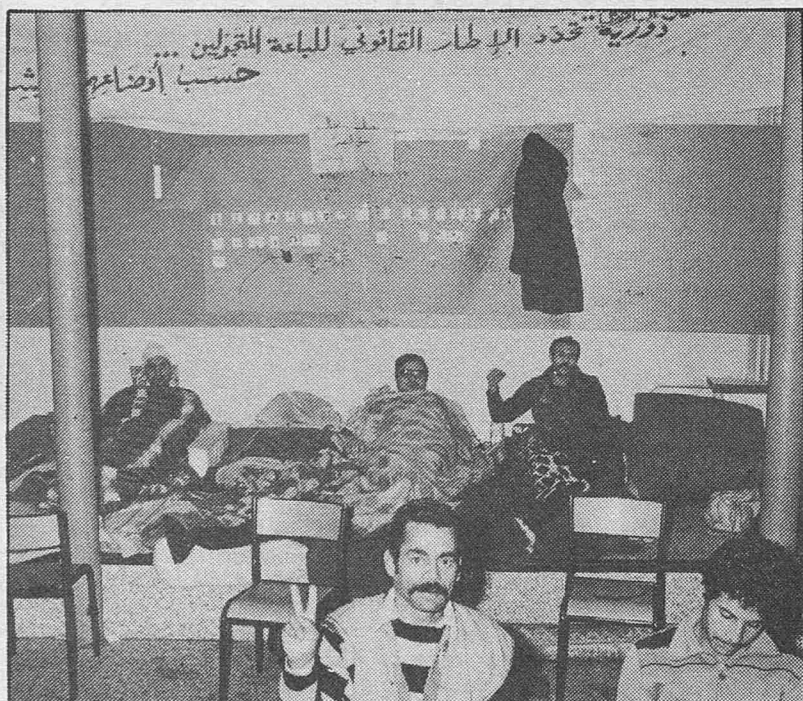


Photo Senna

Brahim, la quarantaine, est égyptien et l'un des animateurs du comité de grève - composé de 18 personnes - qui dirige la grève de la faim de la rue Traversière, aux abords de la Gare de Lyon. Rien ne le prédestinait à « finir » commerçant ambulant ; Professeur d'anglais de « Bisness paréticle » précise-t-il, il a quitté l'Egypte pour la coopération en... Algérie, et a dû quitter ce pays en 1980, après la signature des accords de Camp David. Non qu'il s'occupe de politique, mais les égyptiens n'étaient, à l'en croire, plus bien vus en Algérie. « Je suis alors venu en France, car je ne voulais pas revenir en Egypte avec un échec. Depuis octobre 80, je fais le marchand ambulant et je vends des bijoux de fantaisie, et des montres. Je me promène tout le temps avec tous mes papiers... à cause des contrôles de police... Ainsi, j'étais prêt à l'expulsion... Je faisais les marchés autour de Paris, car il y a moins de rondes de police en banlieue.

Et Brahim de nous montrer « la masse » de récépissés de consignation et documents de toutes sortes qu'il a accumulé en deux ans de « métier ».

Quasi-déconcertante chez les « sans-papiers » : ils ont toujours plein de papiers, mais pas ceux qu'il faut d'après la sacro-sainte réglementation.

L'itinéraire de Brahim est évidemment loin de correspondre à celui de tous les marchands ambulants, mais on comprend, à l'entendre, ce qui les unit dans ce mouvement.

Entre le jeune casablançais, ex-lycéen et commerçant ambulant « par nécessité », le sénégalais de l'Îlot Châlon qui se bat pour son logement et pour ses papiers, et cet égyptien, bachelier, mais dont le diplôme ne sert pas à grand chose, il y a d'abord un sentiment commun : celui d'avoir été quelque part « floué » par le gouvernement. Ils avaient espéré que leur situation serait tôt ou tard prise en

Club Méditerranée

UNE LETTRE OUVERTE DE LA CFDT

Une lettre ouverte adressée par la CF.D.T. au Secrétariat d'Etat aux immigrés souligne, les paradoxes des circulaires concernant la permanisation des travailleurs saisonniers dans le tourisme.

Cette lettre ouverte rappelle le contenu de la circulaire du 20 novembre 81 stipulant que par son caractère quasi-permanent, le travail effectué par les saisonniers, justifie une régularisation de leur situation. Malgré le report au 26 février de la date limite de dépôt de dossiers, et l'abaissement de la durée minimale de contrat à 4 mois, le paradoxe demeure : Pourquoi apporter la preuve d'une activité salariée de 21 mois pendant une période maximale de 5 ans ? D'autres critères, plus souples ne peuvent-ils être retenus ?

Dans le cas particulier qui nous préoccupe, sur 398 immigrés employés au Club Méditerranée qui ont déposé leurs dossiers, 251 correspondent à ce critère, mais 147 ne remplissent pas cette condition, bien que certains en soient très proches.

Leur situation particulière appelle un certain nombre de réflexions :

- Quel que soit leur lieu d'affectation une saison sur l'autre, ces

immigrés ont tous un employeur unique et permanent comme le prouve leur bulletin de salaire et leur dernier engagement : le siège de la société Club Méditerranée - 35, rue Vivienne - Paris.

- Ils travaillent plus de 8 mois par an pour ce même employeur et alors qu'un salarié à plein temps fait 1.335 h en moyenne dans une année, eux en effectuent entre 1.900 h et 2.400 h. Nous sommes dans ce paradoxe qu'assumant plus de travail qu'un employé à plein temps, ils sont considérés comme des employés à temps partiel. Il est vrai que jusqu'à présent ils n'étaient déclarés et payés que pour 1.600 h annuelles. Quel que soit le temps réellement effectué, et donc astreints à un travail clandestin par la société qui les emploie.

- Leur ancienneté dans cette société au travers de leur activité dans ces établissements de leur pays d'origine ou en France s'étage de 5 à 20 ans toujours sans aucune sécurité d'emploi.

- Si l'on considère le groupe dans sa globalité, on peut constater que

la moyenne des temps de contrat effectués en France est très supérieure à 21 mois : à eux tous dans les 5 dernières années ils n'ont pas effectué seulement 8.400 mois, mais plus de 12.000, soit une moyenne de plus de 30 mois pour chacun.

- D'autre part, on pourrait prendre en considération que dans le projet initial il était réclamé 21 mois en deux ans, or un seul des paramètres a été modifié, et de surcroît à notre connaissance avec les seuls représentants du monde agricole. Mais tout ce qui est du ressort de l'agriculture dans le code du travail est à part : nous demandons donc l'application du principe inverse, et étant donné que le Club Méditerranée emploie en été à lui seul 25 % des immigrés non agricoles pour l'ensemble du territoire, ces salariés sont à eux seuls très représentatifs d'un groupe à part qui justifie une étude particulière.

Ne pourrait-on, au lieu de 21 mois en 5 ans ce qui ne représente que 4 mois par an, prévoir une den-



Les travailleurs du Club Méditerranée devant le Siège social

sité de travail moins importante sur un temps plus court : plus de 8 mois en un an, plus de 12 mois sur 24 ou 18 sur 36 ; ces notions étant assorties de l'accès aux commissions ad'hoc pour les cas litigieux comme pour les autres catégories de régularisables.

Et puis enfin se pose la question essentielle : « Sont-ils vraiment des saisonniers ».

Ceux nombreux qui par exemple, entre le 5 mai 1981 et le 24 juin 1982 auront accompli 55 semaines de travail en raison de 60 h par semaine, soit 3.300 heures (alors qu'un employé normal à plein temps n'en aura effectué que 1.950 dans le même intervalle) sont-ils vraiment des saisonniers. Mais il est vrai qu'ils n'auront été déclarés et payés que pour 2.354 heures et encore à un taux inférieur de 20 % au SMIC horaire.

Et c'est là le fond du problème.

S'ils acceptent ces conditions abjectes, c'est qu'ils sont soumis à un intolérable chantage à l'emploi : toute réclamation, c'est la porte sans indemnité et quelle que soit

l'ancienneté. C'est pourquoi, Monsieur le Ministre, votre intervention est indispensable. Vos lois sont bonnes et positives mais se heurtent comme dans beaucoup de domaines à ce que Monsieur Mermaz a appelé : « Les demi-trahisons de certains responsables économiques ».

Si ces travailleurs ont la pleine protection du droit français que leur apporte l'accès aux cartes de travail et de séjour, ils refuseront ces horaires exorbitants, et nous pourrions dégager pour les 7 centres des Alpes et de l'Eure du Club Méditerranée, plus de 70 emplois nouveaux à temps plein, et une cinquantaine supplémentaire pour la seule saison d'été pour les autres centres de Corse, des Vosges et du Var. Sinon, la stratégie et les projets de la direction de cette multinationale prospère (2 milliards et demi de francs lourds de chiffres d'affaires l'an passé pour 11 millions aussi lourds de bénéfices déclarés) sont très clairs : le groupe des 147 disparaîtra à jamais en Septembre suivi au printemps prochain des 251, car le fait de grève est un crime impardonnable dans cette organisation.

Nous espérons, Monsieur le Ministre, que vous entendrez rendre justice à tous ces maghrébins qui ont tant apporté à l'essor d'une société qui les traite si mal et qui pourront tous sans exception dans les prochains jours recevoir les titres de séjour et de travail auxquels ils peuvent prétendre, car nous ne doutons pas que vous saurez transformer leur droit légitime en droit légal...

Daniel Ollivier

Les Deux Byzantins :

CONTRE LE TRAVAIL CLANDESTIN

Les employés n'ont toujours pas été expulsés par la force publique, « évacués » lors du jugement du 8 mars (voir Sans-Frontière n° 53 et 54) ; mais le patron, M. J. Clamani, ne manifeste pas l'intention de satisfaire les revendications de ses employés.

La CFDT, qui soutient les employés des « Deux byzantins », avait obtenu une rencontre avec M. Clamani à l'Inspection du Travail, le 25 mars dernier. Le but en était d'amener le patron à adopter une position claire et nette. Celui-ci avait en effet adressé une lettre au syndicat, dans laquelle il lui demandait le départ des employés occupant son restaurant, afin qu'il puisse le mettre en gérance. Mais, le problème, comme nous le soulignons dans nos articles précédents, est qu'en réalité M. Clamani ne semble guère pressé de trouver un gérant.

Aussi s'agissait-il de le mettre au pied du mur : « Vous voulez mettre en gérance ? Très bien, il y a quelqu'un qui est prêt à reprendre le restaurant et à garder tous les employés : prenez le comme gérant. Sinon, donnez-nous les bulletins de salaire que nous réclamons, et procédez à un licenciement économique ». Mais, lors de la rencontre du 25 mars, le patron s'est contenté de répéter qu'il voulait mettre en gérance, sans expliquer pourquoi cela ne se faisait pas, alors même qu'il y avait un candidat très désireux de racheter ses

fonds de commerce.

Cette rencontre a laissé un sentiment d'impuissance chez les employés. Car, ils ne peuvent plus faire grand-chose pour aboutir bientôt à une solution. L'affaire passe aux « prud'hommes » le 21 avril ; mais ce n'est pas de là que viendra une solution rapide. Pour l'instant, tous tiennent bon, mais pour combien de temps encore ? Tôt ou tard viendra le moment où il seront obligés d'abandonner sans avoir obtenu ce qu'ils réclament, si la situation n'évolue pas d'avantage.

On ressent aussi une certaine exaspération chez le délégué CFDT qui n'admet pas qu'au nom d'une quelconque liberté d'entreprise, on permette à un patron, en infraction manifeste avec le code du travail,

de s'en sortir ainsi au détriment des travailleurs. Pour lui, l'affaire des « Deux byzantins » est un exemple typique du « travail clandestin » tel qu'il pourrait se développer en cette période de chômage.

Le problème ne sera plus tant celui des « travailleurs clandestins » que celui du « travail clandestin ». Les travailleurs immigrés régularisés, il ne devrait plus y avoir de « clandestins », mais cela ne fera pas disparaître pour autant le « travail clandestin ». Les patrons employeront des ouvriers en règle, mais « au noir » : ces ouvriers ne seront pas forcément des immigrés uniquement, mais aussi des français parmi les « marginalisés » ou les plus démunis. Et se dévelop-

Les travailleurs du Club au restaurant les Deux Byzantins



peront alors les « marchés aux esclaves » tels qu'ils en existent déjà, où le patron viendra embaucher de vive voix un individu pour un travail donné ou pour quelques heures (voir le problème des Pakistanais).

C'est pour traiter de ce problème que la « CFDT-Restaurations » et « L'Union départementale Paris CFDT » se sont rendues en délégation, le 18 mars, au Ministère du Travail. La rencontre a abouti à un accord de principe sur la création d'un « Groupe de travail par quartiers » (limité, du moins pour commencer, aux « Quartiers chauds » du travail clandestin : Belleville, la Goutte d'Or, le Sentier, Montmartre).

Ce groupe de travail comprendrait des juristes, des inspecteurs et des contrôleurs (1) du travail ainsi que des représentants des organisations syndicales et des salariés concernés. Dans un premier temps, l'objet du groupe de travail serait de faire le point exact de la situation ; puis, il élaborerait des propositions qui seraient soumises aux pouvoirs publics et aux patrons concernés.

A la suite d'une seconde réunion avec le Ministère du Travail, la semaine dernière, l'accord de principe a été renouvelé, et il semblerait qu'on s'achemine vers une mise en place assez rapide de ce groupe de travail (dans les semaines qui suivent, apparemment).

Jibé

Précision

A la suite de l'article paru dans « Sans-Frontière » n° 55, « Une grève et puis rien », la section CFDT de l'QNI nous prie de publier les précisions suivantes :

« Le problème des pré et para statutaire est bien antérieur à la régularisation, puisque... cette distinction a été inventée en 77 » à la suite « des nouvelles tâches dévolues à l'ONI ».

Pour la régularisation, les vacataires embauchés pour une durée de trois mois maximum renouvelable deux mois ne sont pas divisés en deux catégories » puisque, selon le règlement, « Les dispositions régissant le personnel permanent ne sont pas applicables » aux vacataires.

Enfin, il n'est pas tout à fait exact qu'aucune satisfaction n'a été donnée aux grévistes puisque, le 11 mars, M. Autain a déclaré qu'il entreprenait immédiatement les conversations interministérielles... pour faire aboutir les revendications des préstatutaires », et qu'au sujet des vacataires, l'assurance du paiement de l'indemnité de fin de contrat est obtenue.

Fin de la guerre d'Algérie

Le 4 décembre dernier, au cours des week-end de cinéma organisés par le ciné-club de Béziers et consacré à « La guerre d'Algérie vue par le cinéma », une trentaine de fascistes, nostalgiques de l'OAS ont réussi à empêcher la projection du film « La bataille d'Alger », par la force, des insultes racistes et des menaces de mort.

Une manifestation spontanée aux cris de « Liberté d'expression » et de « Halte à la censure fasciste » s'est dirigée jusqu'à la sous-préfecture afin d'exiger le passage du film. Le sous-préfet Monsieur Ben Gaouer Mohamed nous confirma son soutien. 3 jours après, le cinéma où se passait le WE était **plastiqué**. On ne retrouvait pas les coupables.

Un collectif pour la défense des libertés regroupant tous les partis politiques de gauche, les syndicats et les associations socio-culturelles se constituait à la suite de cette censure et ce coup de force inadmissible.

Une plainte déposée par le président du ciné-club et l'animateur insulté contre André Troise militant d'extrême droite, candidat de la droite « libérale » aux dernières législatives, est en cours.

Pour des raisons électoralistes de la part du PS (il y a 12.000 « Pieds-noirs » à Béziers) la projection du film dut être remise en mars. C'est le vendredi 2 avril à 21 h que sera projeté le film au Palais des Congrès avec le soutien militant de tous les démocrates et tous les anti-fascistes de Béziers et du département, sous la protection des CRS. De nombreux algériens étaient présents en décembre pour voir ce film et témoigner de leur histoire. Ceux qui refusent qu'on connaisse l'histoire même sous prétexte « que les blessures ne sont pas encore refermées » sont toujours ceux qui se trouvaient du côté des bourreaux au moment des faits.

Correspondance
Leïla Weiss

Des questions sur l'immigration

A l'initiative de la Maison des Jeunes des Agnettes et du service municipal de la Jeunesse de Gennevilliers, de nombreuses manifestations culturelles se déroulent à Gennevilliers.

De nouvelles associations immigrées ont présenté leurs projets et leurs productions artistiques, Association culturelle de la Cité de transit, NADHA, UNJA, ATAF. M. J. Perrodeau, conseiller du cabinet de M. Autain, M. Perroti du CIEM, une Akas, adjointe au maire, ont participé au riche débat qui a suivi. Ont été évoqués les problèmes de la seconde génération du droit de vote, du seuil de tolérance, les problèmes de logement, les structures de loisirs, etc... M. Perrodeau a constaté les préoccupations de la communauté immigrée et la maturité dont elle fait preuve.

La non-intégration des jeunes

Les 2 et 3 avril, la Ville de Carcassonne, l'Association de Défense des Immigrés et la Ligue des Droits de l'homme, organisent un séminaire sur la non-intégration sociale des jeunes migrants.

Il s'agira de trouver les chemins possibles pour éviter le pire : ghettos, violence, etc... Ce séminaire, qui sera animé par Monsieur Raimundo Dinello, chargé du cours « sociologie de l'Education » à l'Université libre de Bruxelles, doit devenir une force de proposition.

Chacun, dans sa propre sphère tente d'aider les milieux migrants défavorisés et d'apporter des réponses ponctuelles aux besoins d'intégration dans une société multiraciale et, dans le cadre d'un enseignement interculturel.



A Marseille, Asnières et Orly, des maires se sont levés pour faire rempart contre « l'insécurité » dans les villes. Une insécurité souvent imputée aux jeunes Maghrébins. Dans quel but ?

Dans la crise, un seul mot d'ordre...

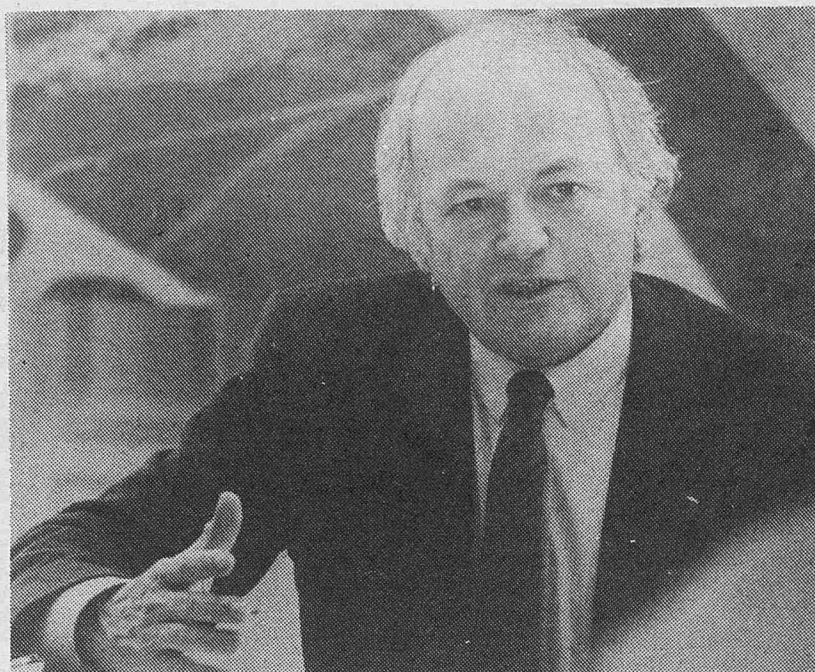
SECURITE: APPEL AU PEUPLE.

es grands esprits se rencontrent. Les grands partis aussi. Simultanément (ou presque) les maires de Marseille (Gaston Deferre P.S.), d'Asnières (M. Bokanowsky R.P.R.) et d'Orly (Gaston Viens P.C) font campagne contre l'insécurité. Avec, parfois, des mots « malheureux » concernant la population maghrébine. Que se passe-t-il ? La délinquance se serait-elle réveillée le lendemain du 10 mai ? Cherche-t-on à préserver les maghrébins d'un racisme se développant à la faveur de la crise ou à les désigner ? Si la « sécurité » est un thème très électoraliste, on ne peut que s'inquiéter de la manipulation de ce concept, mis en parallèle avec des réalités raciales. Enfin, l'insécurité face à la délinquance ne masque-t-elle pas une autre insécurité, plus réelle sans doute, mais d'ordre économique ?

La campagne du Maire d'Orly, Gaston Viens, a suscité de vives réactions de la part d'un certain nombre d'enseignants, choqués par une allusion à la délinquance maghrébine : « Parmi les casseurs, les spécialistes du vol se trouvent de nombreux jeunes d'origine maghrébine. Nous le regrettons car cette situation entretient un climat de racisme ». Suite à ces protestations, le 11 mars, Orly était inondée par la réponse du Maire qui soulignait le caractère anti-raciste de son allocution. Oui, mais la sécurité « ici et maintenant » pourquoi ? « Sans Frontière » a demandé au maire les raisons de cette campagne.

C'est un Gaston Viens ému et inquiet qui m'accueille dans le bureau de la mairie. Inquiet, parce que sa petite phrase a été « honteusement » exploitée par les anti-communistes : « Vous comprenez avec l'affaire de Vitry »

« On m'a faire dire le contraire de ce que je voulais dire. Je ne veux pas marginaliser les immigrés. Mais les associer à notre lutte pour la sécurité. Dans une cité ouvrière comme Vitry (5 000 logements H.L.M.) dotée, de surcroît, d'une cité de transit, les choses peuvent se dégrader très vite. Il faut réagir rapidement. Dans ces cités, 70 % des enfants sont d'origine maghrébine (surtout des algériens). Pour nous, il font partie de la communauté orlysienne. Et croyez-moi, ils sont bien dans leur peau de travailleurs immigrés. J'ai connu le cas de familles qui, après avoir quitté Orly, voulaient y revenir



parce qu'elles s'y sentaient préservées du racisme. Par exemple, une jeune française mariée à un noir. C'est comme ça : ici, le racisme n'existe pas ».

S.F. : Dans la lettre que vous avez envoyé aux Orlysiens, vous parlez d'une délinquance d'origine maghrébine ?

Gaston Viens : Oui, mais je précise que ces familles ont été les principales victimes de la crise. C'est vrai que parmi les jeunes délinquants, nous avons beaucoup de maghrébins. Mais ce n'est pas de leur faute ! Ils ont souffert des échecs scolaires. Ils héritent d'une politique que nous avons toujours combattue. Tenez, nous avons organisé des noces d'argent récemment. Le mari était algérien et la femme française. Les enfants m'ont raconté les problèmes qu'ils avaient rencontrés. Les humiliations, les insultes. C'est dur pour la jeune génération !

S.F. : Mais pourquoi une campagne pour la sécurité maintenant ?

G.V. : A cause de la recrudescence des vols et des attaques. L'avenir de ces jeunes me préoccupe. Ils n'ont plus de dignité. Ils agressent de vieilles femmes en pleine rue. Ils n'hésitent pas à les frapper ! Personne ne réagit. C'est terrible. Les gens ont trop peur. Il faut isoler ces jeunes. Qu'ils sachent qu'il n'y a pas d'avenir dans la délinquance.

S.F. : On vous a reproché de faire appel à la délation ?

G.V. : Non, je ne fais pas appel à la délation, mais à la solidarité. Cette situation ne peut pas durer. Les femmes ont peur de faire leurs courses : les appartements sont cambriolés en un tour de main. L'autre jour, deux jeunes sont allés chez une vieille femme que je connais. C'est une veuve. Ils lui ont dit qu'ils venaient vérifier l'installation électrique et ils ont pris tous les objets de son mari. Elle m'a dit : « j'aurais préféré leur donner de l'argent : mais pas mes souvenirs » (le Maire a les larmes aux yeux).

S.F. : Quelles solutions proposez-vous ?

G.V. : Davantage d'îlotsiers et l'installation d'un commissariat de police. Mais sans l'aide de la population, la police ne peut rien.

D'autre part, nous avons créé un

comité local pour l'emploi. Enfin il nous faut régler le problème de la cité de transit. Les H.L.M. se déchargent ainsi des gens qui ne paient pas leur loyer. Mais ce n'est pas une solution. Marginaliser la population pauvre condamne les jeunes à la délinquance.

S.F. : Les expulsions ?

G.V. : Je suis absolument contre. Nous sommes responsables de cette population. Ces délinquants sont le produit de notre société. A nous de les prendre en charge et de leur rendre l'espoir.

S.F. : Que pensez-vous de cette « vague » de campagnes pour la sécurité. Vous avez été précédé de près par Gaston Deferre à Marseille et M. Bokanowsky à Asnières.

G.V. : Oh, il s'agit sûrement d'une manipulation. Depuis que la Gauche est au pouvoir, on veut la rendre responsable de la crise. Je ne connais pas ces situations locales mais ces thèmes ont toujours été exploités par la droite ».

Ah, bon.

Propos recueillis par
Fabienne Messica

« Assez » dit le maire.

Dans une lettre adressée à l'ensemble de la population, le Maire d'Orly, Gaston Viens, exige un « cessez le feu » dans la ville. « Assez de vols, assez d'agressions » dit-il en substance. Inquiet par une situation « léguée par la crise économique », dénombant, parmi les délinquants « de nombreux jeunes d'origine maghrébine », le Maire regrette le développement d'un climat raciste dans la ville. Il appelle l'ensemble de la population à manifester son désaccord le 6 Mars : « Nous appelons les travailleurs algériens, les immigrés marocains, tunisiens etc... à se joindre à la communauté à laquelle ils appartiennent afin de dire aux voyous : Vous ne ferez pas la loi dans la ville ».

On le voit : un véritable appel au peuple. « Solidarité » dit le Maire, pas « auto-défenses. Qu'en sera-t-il ?

Tribune libre

MAIN DANS LA MAIN

Un an après l'entrée en vigueur de « l'autre politique », nous avons voulu faire le point sur les principales questions qui concernent actuellement l'immigration, pour savoir dans quelle mesure on assistait à la mise en place d'une nouvelle politique, permettant une « autre immigration ».

Dans son article, Abdelmalek Sayad, résume assez bien le changement par ces propos : « Seule une mesure ou, à la rigueur, deux mesures pourraient constituer un début de rupture par rapport au passé et par rapport à la conception officielle (jusqu'à là) de l'immigration et de l'immigré, toutes les autres mesures n'étant que des améliorations (fort appréciables mais qui, malgré tout, restent dans la logique de la relation traditionnelle de l'immigré) (...) la première, l'affirmation explicite (pour la première fois dans l'histoire de l'immigration) qu'un certain nombre d'immigrés de la liberté d'association ».

Les différentes contributions du numéro spécial de « Migrants Créteil » (1) ont pour trait commun d'aborder la question des droits civiques des immigrés et parmi ces droits civiques, les droits politiques qui sont au centre du changement du statut social de l'immigré. Dans l'éditorial, je formule d'entrée de jeu l'interrogation suivante : « La question de fond que pose aujourd'hui l'immigration au nouveau pouvoir, c'est de savoir si on s'achemine vers un changement du statut de l'immigré tendant à le reconnaître en tant que travailleur et citoyen à part entière, ou au contraire, si on maintient à son égard les inégalités, les différences, les exclusions, le provisoire ? ».

Cette question se pose au gouvernement, d'une part en tant que revendication explicite ou implicite dans le cadre des luttes des travailleurs, mais aussi en tant qu'objectif de programme qui lui est propre et sur lequel une partie du peuple de France a porté ses voix lors du suffrage universel. Compte tenu de sa nature et du rapport de force existant dans la société, le pouvoir rejette ou accepte (partiellement) cette revendication fondamentale en fonction des intérêts de la classe pour le

Mais aujourd'hui étant donné la conjoncture politique, cette question fondamentale de la nature du statut social des immigrés se pose moins au gouvernement qu'aux travailleurs eux-mêmes. Et quand je parle des « travailleurs immigrés », c'est l'ensemble des travailleurs de France. Il est temps d'en finir avec cette idée que l'émancipation des travailleurs

immigrés sera le résultat de leur propre autonomie (politique et organisationnelle) en tant qu'immigrés. Il est temps aussi d'en finir avec cette autre idée, souvent associée à la première, que le moteur de cette « autonomie », serait le mouvement associatif, alors qu'il est sans contours précis,

sans définition idéologique claire, sans méthodes de travail correctes, sans direction unifiée et stable, sans stratégie globale, et oscille entre le pragmatisme politique le plus opportuniste et l'aventurisme qui mène à l'isolement.

Le « rêve autonomiste » atteint parfois des situations paradoxales. Il est courant parmi ses défenseurs de vouloir expliquer les scissions dans les « associations d'immigrés » par la faute des « organisations françaises ». L'analyse de classes étant ici remplacée par une analyse utilitariste et chauviniste : « Le méchant loup français » d'un côté, contre le « doux agneau immigré » de l'autre côté...

L'autonomie ne peut se concevoir que par rapport à la classe antagonique et le seul moteur qui est le garant de cette véritable autonomie est éminemment politique et étroitement lié à l'existence d'une avant-garde ouvrière organisée.

Par ailleurs, on ne peut à la fois affirmer que les immigrés sont partie intégrante de la classe ouvrière de France - ce que je crois fermement - et prôner leur « indépendance », leur « autonomie », leurs « organisations et directions »

Le méchant loup français

propres. On ne peut pas non plus, faire jouer simultanément aux travailleurs immigrés deux rôles inconciliables : être à la fois partie intégrante de la classe ouvrière de France et partie intégrante de la classe ouvrière de leur pays d'origine. Les immigrés intègrent la classe ouvrière de leur praxis et non celle du pays où ils sont nés. (Cela ne veut pas dire, bien entendu, qu'ils ne soient pas solidaires des luttes des peuples dans le monde et à plus forte raison, des luttes des peuples du pays d'où ils sont originaires).

Ainsi, les revendications qui leur sont spécifiques en tant qu'immigrés - au même titre qu'on parle des revendications spécifiques d'autres catégories de travailleurs ayant un statut social particulier, comme c'est le cas des femmes et des jeunes - doivent être posées au sein de la classe ouvrière de France et défendues par l'ensemble de cette même classe à travers les organisations qu'elle se donne.

On peut constater qu'à l'heure actuelle les organisations majoritaires du mouvement ouvrier organisé en France ignore, altère, détourne et parfois méprise les revendications essentielles des

travailleurs immigrés. Pire, ces mêmes organisations ne sont pas prêtes à accepter un changement radical du statut social des immigrés, tendant à les reconnaître sur le même plan d'égalité avec les travailleurs « nationaux », et cela, parce que les organisations majoritaires de la classe ouvrière en France sont empreintes de sentiments chauvinistes qui se sont accumulés et enracinés au plus profond d'elles-mêmes au long des années.

On peut même ajouter avec une certaine amertume que les attaques les plus perfides contre les immigrés sont parties du sein même de certaines de ces organisations (je crois pour ma part, que Vitry et Montigny resteront marqués dans la mémoire ouvrière avec la même intensité que Charonne) (2).

En soulignant dans son article : « Nul ne dévoile un grand secret en affirmant que les travailleurs O.S. ont eu bien du mal à se faire entendre dans les organisations syndicales traditionnellement dirigées dans l'automobile par les O.P. », Daniel Richter, dirigeant syndical C.F.D.T. de Renault-Flins témoigne de la marginalisation des immigrés dans les organisations syndicales. Aspect particulier d'un problème plus général concernant l'ensemble de la classe ouvrière : Une main mise de l'aristocratie ouvrière sur tout l'appareil syndical.

Face à ce véritable problème, on ne peut pas faire l'économie d'une analyse qui permette de distinguer entre les différents courants politiques et idéologiques qui parcourent la classe ouvrière : ceux qui propagent le chauvinisme et la contre révolution et ceux qui se proposent de les combattre. Cette lutte indispensable doit se dérouler

au sein de la classe ouvrière elle-même pour la dotation d'organisations majoritaires qui reprennent le flambeau de l'internationalisme et représentent les revendications et les aspirations profondes de l'ensemble des travailleurs, qu'ils soient en l'occurrence, immigrés ou « nationaux ».

Se tenir à l'écart, en préconisant l'autonomie idéologique, politique et organisationnelle des immigrés, comme levier pour l'émancipation, revient à canaliser le potentiel de lutte des immigrés sur une voie de garage. La question ne se résoudra pas pour autant.

Tant que la classe ouvrière de France, à travers ses organisations représentatives ne prendra pas la tête du combat pour la satisfaction des revendications spécifiques des travailleurs immigrés et ne placera pas au centre de ce combat la reconnaissance des droits civiques, l'égalité des droits entre immigrés et « nationaux », le changement ne s'accomplira pas.

Manuel Vaz

(1) : « Migrants Créteil » : 5, bis rue Félix Maire - 94000 - Créteil. Tél : 899.18.42 - Prix : 20 F.

S.N.C.F.:

IMMIGRES ET FEMMES HORS STATUT

Les chemins de fers français sont à l'heure de la concertation

sociale, « nouveaux droits des travailleurs » obligent : après l'accord social 1981, (le premier accord d'ensemble signé par les syndicats depuis

71), une nouvelle réunion tripartite ministère-direction-syndicats a eu lieu vendredi 26 mars 82 pour négocier l'avenir des travailleurs du rail.

Un avenir marqué par les aléas de la restructuration d'un secteur stratégique - la SNCF - qui ne saurait trop souffrir de changements sociaux d'envergure. Compétitivité et rentabilité d'abord, comme le déclarent sans détours les dirigeants de la SNCF : « Les adaptations futures résulteront notamment de la prise en compte de l'évolution du trafic, que ce soit en hausse, c'est par exemple le cas du TGV, ou en baisse, c'est par exemple le cas du trafic RO (Régime Ordinaire, marchandises). Dans ce dernier cas notamment, les mesures de réorganisation pourront entraîner des modifications dans la consistance de certains chantiers ». Les effectifs seront mêmes « adaptés aux besoins ».

Cet appel du pied à une main-d'œuvre fluctuante va à l'encontre des grandes promesses de titularisation de tous les travailleurs précaires intérimaires, hors-statut, sous-traitance... dans le cadre de la « reconstitution de la collectivité de travail ». Effectivement, la SNCF ne semble guère pressée de titulariser ses 21 000 auxiliaires et contractuels, sans parler des ouvriers de la sous-traitance dans la manutention et le nettoyage ferroviaires. Quatre cent titularisations sont tout au plus prévues pour l'année 82. Et les 1.700 auxiliaires ou contractuels immigrés sont écartés d'office, n'étant pas de nationalité française. Autre discrimination de taille, les restrictions d'âge, en particulier à l'égard des femmes.

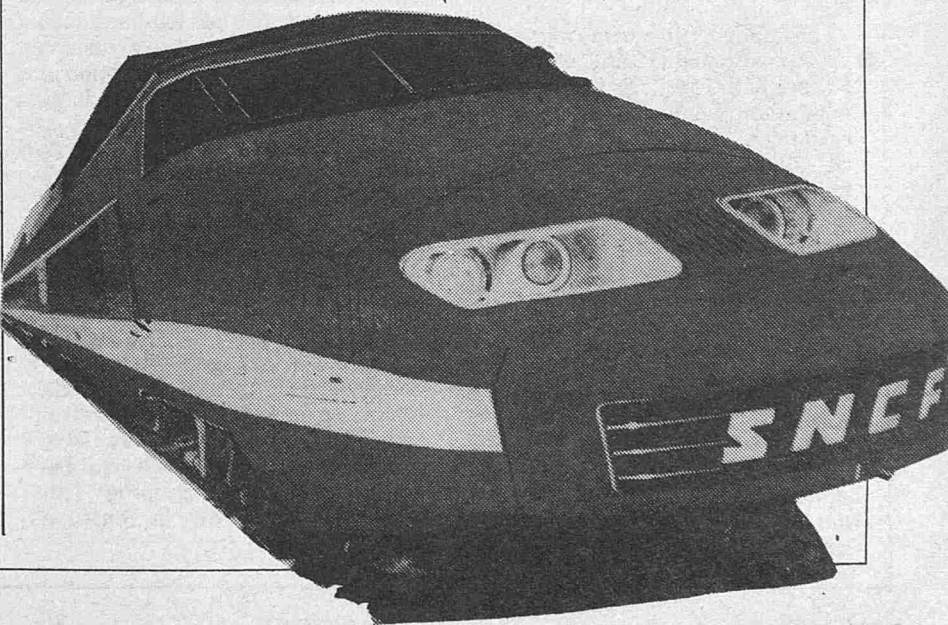
Arrivées à l'âge de 35-40 ans, il y a davantage de femmes de 40-50 ans que d'hommes parmi les auxiliaires et les contractuels, composés pour les restes de jeunes travailleurs, d'étudiants et d'étudiantes en transit sur les rails. Le groupe de travail sur les titularisables avait pourtant préconisé la suppression des limites d'âge pour les femmes dans une note du bulletin officiel du ministère du travail (n° 81/39 du 13-10-81).

Les hors-statut de la SNCF ne sont évidemment pas d'accord et commencent à le faire savoir. Depuis deux mois environ, ils organisent des piquets d'information dans les gares à Paris-Nord, Gare de Lyon et à Villeneuve Saint-Georges. Le mouvement fait tâche d'huile, touchant les gares Saint-Lazare, Montparnasse, sans oublier le Bourget, La Chapelle etc... Pour l'instant, les auxiliaires immigrés ont pris les devants avec l'appui de la CFDT (Fédération Générale des Transports et de l'Équipement), mais ils escomptent bien être rejoints par les auxiliaires français et même par les cheminots titularisés. Car, au-delà du statut, les conditions de travail de ces hommes et femmes qui accrochent et décrochent les wagons à un rythme soutenu, qui nettoient et aui assurent les travaux de manutention les plus divers au profit des usagers, restent exécrables.

Lors d'une première Assemblée Générale, le 15 mars dernier, ils ont décidé de se rassembler devant le ministère des transports - 246 Bd St Germain - 75007 Paris, pour se faire entendre à l'occasion de la réunion tripartite. Il s'agit maintenant de faire vite parce que les statuts de la SNCF doivent changer d'ici à la fin 82. Après il sera trop tard.

Une centaine d'auxiliaires, de contractuels et d'ouvriers de la manutention ferroviaire se sont rassemblés le 26 mars devant le ministère des Transports ; une délégation, accompagnée par la CFDT, a été reçue par M. Fiterman et a soulevé le problème de l'intégration de la sous-traitance à la SNCF. L'assemblée générale, qui s'est tenue après, a décidé une journée d'action pour le 8 avril. Une rencontre avec le Ministère aura lieu ce jour-là et un rassemblement national se tiendra toujours devant le Ministère.

Mogniss



Journées cinémathographe à Poitiers

Un cinéma en mouvement



Une saison de paix à Paris

L'immigration un phénomène universel : tel est l'axe fondamental des J.C.I.I. qui se dérouleront à Poitiers du 4 au 11 avril. (Poitiers 732/1982 ; certains souriront).

Il s'agit d'une manifestation qui ne concerne pas que les cinéphiles puisque colloques et débats sont organisés par diverses associations.

Sans Frontière donne la parole à M. Charb agi coordinateur de ces journées, à Guy Hennebelle et C. Bosseno critique de cinéma.

Les premières journées Cinémathographe de l'Immigration qui se sont déroulées à Paris du 3 au 16 juin 1981, répondaient à deux préoccupations :

La première, d'ordre politique, était relative à la situation de l'immigré en France qui n'a cessé de se dégrader depuis le début des années 70, en raison de la crise que connaît l'Occident et du chômage qui en résulte.

Parmi les multiples causes de cette crise, il y a sans doute la mise en place d'échanges moins inégaux entre les pays industrialisés et certains pays producteurs de matières premières, de pétrole en particulier. La droite au pouvoir en France a saisi l'occasion pour faire endosser la responsabilité du chômage aux travailleurs étrangers.

Les immigrés étaient les boucs émissaires de cette droite qui cherchait l'occasion de se débarrasser de ces indésirables qui avaient pourtant participé à la relance et à la reconstruction de l'économie française d'après-guerre.

Notre seconde préoccupation était d'ordre culturel : il s'agissait de promouvoir un cinéma axé sur la problématique de l'immigration, en France et ailleurs, car il s'agit pour nous d'un phénomène universel. Il est temps d'apprécier l'ampleur et la pérennité du phénomène migratoire à travers le monde, et donc de relativiser les « dangers » du pluriculturalisme puisque toutes les nations ont absorbé et/ou absorbent encore des vagues d'immigration, quand elles ne se sont pas carrément constituées à partir de populations exogènes.

Pour ne citer que quelques exemples contemporains, on trouve des immigrés coréens au Japon, des Chinois dans presque toute l'Asie du Sud-Est, des Pakistanais, des Indiens et des

Palestiniens dans les Arabies et Emirats, des Mozambicains en Afrique du Sud, des Yougoslaves en Allemagne ou en Australie, de même que des Grecs. Les Jamaïcains font de plus en plus parler d'eux en Angleterre, de même que les Turcs en Allemagne. La Suisse s'efforce de limiter la présence des Italiens et des Espagnols. Les coups d'état latino-américains ont contraint à l'exil des centaines de milliers d'opposants politiques dans ce continent et en Europe. La dictature de Duvalier suscite un phénomène de boat-people analogue à celui des Vietnamiens. Chaque année, nombre de Mexicains franchissent clandestinement la frontière américaine, séduits l'américain way of life ou chassés par la misère.

Ce phénomène dont nous avons souligné l'universalité trouve son expression dans le cinéma. Mais ce cinéma est généralement exclu des circuits commerciaux. Cependant il comprend des oeuvres majeures, voire des chef-d'oeuvres, inconnus du grand public.

C'est pourquoi les premières J.C.I.I. offraient au public parisien un panorama (depuis les classiques jusqu'aux inédits) des expressions audio-visuelles de l'immigration à travers le monde, avec 21 films différents dont trois inédits. Trois débats complétèrent cette manifestation sur des thèmes qui s'imposaient à nous : la femme dans l'immigration, les droits et les devoirs des immigrés, la deuxième génération.

Mais depuis le 10 mai, la France se trouve sous le signe du changement, changement qui concerne entre autres la situation de l'immigré dans la société française. L'immigré peut enfin espérer être accepté comme tel et que sa culture soit considérée comme un enrichissement de la culture française.

Les deuxièmes journées Cinémathographe Internationales de l'Immigration, que nous organisons avec l'AGAT (Association pour la Gestion et l'Animation du Théâtre de Poitiers), avec la collaboration de plusieurs associations et administrations publiques, devraient être le moment privilégié d'un vrai dialogue entre Français et immigrés, avec l'encouragement des pouvoirs publics et dans le cadre d'une nouvelle politique de l'im-

migrations tout azimut

migration que nous ne pouvons, à ce jour, que défendre et soutenir.

Les 2^e J.C.I.I. qui auront lieu à Poitiers du 4 au 11 avril 1982, offriront au public un programme de 33 Long-métrages dont 13 inédits auxquels s'ajoute un nombre important de court-métrages et de films vidéo. Ces films montreront, à travers des démarches esthétiques fort diverses, différents aspects de la migration au XX^e siècle et du brassage de populations qui en résulte. Migrations économiques provoquées par le déséquilibre entre pays riches et pays pauvres et la recherche du bien-être, migrations politiques provoquées par les dictatures et les répressions, migrations intérieures entre régions agricoles pauvres et régions industrialisées d'un même pays, comme en Italie.

Nous espérons qu'à travers ces films, les débats et le colloque (sur le thème Tiers-Monde et immigration), l'occasion soit offerte au public de découvrir des sensibilités créatrices différentes et d'accepter une nécessaire confrontation, un questionnement salutaire.

Mohamed Charbagi

« En dehors de la cinéphilie maladive... »

Comme le premier, organisé au Saint-Séverin à Paris, sous la direction de Mohamed Charbagi, le second festival « Immigrations », organisé cette fois à Poitiers, se situe à nouveau sous l'égide de CinémAction.

Fondée en 1978, notre revue se situe dans le double héritage des luttes des années 60, et de celles des années 70 (mouvements politiques dans le Tiers-Monde et mouvements politiques en Occident). Enracinée au départ dans le courant du cinéma dit d'intervention sociale, partie prenante en 1977-79 des Journées du cinéma militant organisées à la Maison de la Culture de Rennes (dirigée par Chérif Khaznadar), elle vise à conforter tout un courant porté par le mouvement socio-culturel et associatif désireux de rapprocher l'art de la vie de tout un chacun.

A cette fin, nous publions tous les trois mois des numéros thématiques d'environ 200 pages qui, sous la responsabilité d'un coordinateur différent, s'attache à faire le point sur une question de cinéma, dans tous ses aspects - même contradictoires - pour contribuer à faire progresser à la fois l'information et la réflexion dans un domaine précis « en dehors de la cinéphilie maladive et du militantisme borné ». C'est ainsi que nous avons publié, avec le concours de plus de mille collaborateurs, des numéros sur les *Cinéastes d'Afrique Noire*, le *Cinéma au féminisme*, *Les cinémas d'avant-garde* (expérimental et militant), *Les cinémas des régions*, *Les cinémas du Maghreb*, *Les cinémas homosexuels*, *Les cinémas paysans*, *Jean Rouch*, *Les cinémas de*

l'Amérique Latine, *Ciné et politique*, etc.

Dès 1979, nous publions le premier ensemble en langue française sur les Cinémas de l'émigration qui proposait en 240 pages un vaste panorama des films traitant des migrations dans différents pays. En 1981, après l'affaire dite de Vitry, nous publions un second numéro sur le même thème, *Cinéma contre racisme*, mais dans une optique essentiellement « hexagonale » : nous voulions mettre cette fois l'accent sur deux défauts trop souvent récurrents dans le cinéma de l'immigration : le misérabilisme, et le manichéisme, et sur deux phénomènes trop souvent occultés : la seconde génération et la question féminine. Un index de 300 films, avec les adresses, complétait ce numéro.

Nous préparons aujourd'hui, sous la responsabilité de Christian Bosseno, un troisième ensemble, à nouveau international et en relation directe avec le festival « Immigrations » de Poitiers (qui concrétise pour nous une démarche inaugurée en 1979).

Alors que la France compte environ quatre millions d'immigrés, il nous semble que son cinéma, et sa télévision, ne prennent pas véritablement ni suffisamment en compte cette donnée sociale, politique et culturelle (à la différence, peut-être, du cinéma américain ?). Nous voudrions par ces publications et par ce festival contribuer à développer un mouvement d'expression fondé sur l'interfécondation et l'échange des cultures.

Guy Hennebelle

Responsable de la revue CinémAction

Quelques films inédits

LE PIED QUEMADA

(La peau brûlée) - Espagne - 1h30 - couleur - fiction. Réalisation : José Maria Form

L'immigration des Andalous, en Catalogne, où la plupart du temps ils n'auront aucune autre alternative, pour le travail, que de se recycler. La plupart deviendront maçons et seront quotidiennement victimes de l'exploitation des employeurs et d'un certain racisme.

Le plus grand mérite de la femme est son silence

Suisse - 1980 - 1h20 - couleur - réalisation : Gertrud Pinkus.

L'histoire d'une femme immigrée en Allemagne originaire du Sud de l'Italie.

Palermo

RFA - 1980 - 2h55 - Couleur - Réalisation : Werner Schroeter. Diffusion : les films de la Marguerite.

Un jeune Sicilien émigré en Allemagne pour travailler dans les usines Volkswagen. En arrivant, il est confronté à tous les problèmes que pose la société industrielle à un travailleur immigré : solitude, déracinement, exploitation économique... Puis vient l'amour... et le drame.

La noce

Tunisie - 1978 - noir et blanc - 1h30 - réalisé par le Collectif du Nouveau Théâtre.

Après le dîner qui clôture le septième jour du mariage et après le départ des invités, les deux conjoints vont, dans un jeu cruel de provocations et d'agressions, s'affronter et découvrir les mensonges, malentendus, mépris et haines réciproques. « La Noce... est un petit chef-d'œuvre de finesse et de talent... un travail d'écriture filmique d'une rare rigueur ».

Gaijin, les chemins de la liberté
Brésil - 1980 - 1h45 - Couleur - Réalisation : Tizuka Yamasaki

En 1908, Yamada et Kobayashi, deux vétérans, sont parmi les 800 japonais qui partent pour le Brésil en plein boom du café. Le film s'attache à montrer l'espoir déçu de ces immigrants à travers une dure expérience.

Gyuri

L'immigration d'un jeune tzigane parti à Budapest pour étudier et travailler. A son retour au sein de la colonie tzigane, il s'aperçoit qu'il ne peut plus vivre comme les siens.

Rencontre avec Arthur Lamothe et ses films

L'œuvre d'Arthur Lamothe constitue sans doute l'étude la plus passionnante d'une « immigration qu'il nous ait été donné de voir » : celle des Amérindiens du Nord-Est du Québec. Au fil des films, Arthur Lamothe dépeint l'adaptation, la survie difficile de ces indiens dépossédés de leur culture, de leur mode de vie, devenus « immigrants » dans leur propre pays.

Arthur Lamothe a sélectionné lui-même, pour les J.C.I.I., quatre de ses films, dont trois inédits, représentatifs de sa démarche :

L'autre monde

Avant que tout l'héritage spirituel religieux des Amérindiens ne disparaisse, englouti par la culture américaine, la caméra d'Arthur Lamothe enregistre ceux qui en témoignent.

La pêche au filet

Remplacée par des techniques modernes, la pêche au filet va disparaître...

Notre terre I

Notre terre III

Les Amérindiens se comparent aux ours parqués dans des réserves et obligés de manger dans les poubelles.

La reconstitution

Grèce - noir et blanc - Réalisation : Théo Angelopoulos - Diffusion : M. Leventakos - Athènes

Le drame d'une femme dont le mari est parti travailler en Allemagne. A son retour en Grèce, celui-ci s'aperçoit qu'elle a pris un amant. Mais le mari meurt. Un doute continuera à planer : qui est l'assassin : la femme ou l'amant ?

Une saison de paix à Paris

France-Yougoslavie - 1981 - 1h30 - couleur - Réalisation : Prédrag Golubévic

A travers une histoire d'amour entre une Française et un Yougoslave, une peinture de la permanence ou de la résurgence d'un climat d'intolérance et de violence dans notre monde contemporain.

Trevico-Turin, voyage au Fiat-nam

Italie - 1972 - 1h30 - noir et blanc - Réalisation : Ettore Scola - Diffusion : Simon Mishraï (France)

Le difficile chemin de la prise de conscience d'un jeune immigré du Sud arrivant à Turin, royaume de la firme Fiat, avec un contrat de travail en poche. Sa route crociera celle de ceux, militants syndicaux... qui, comme lui, ont à subir l'exploitation.

Télévision plein sud

Des images multiculturelles

Le déracinement, les migrations humaines ont inspiré des œuvres fortes au cinéma,

Les Raisins de la Colère, Rocco et ses Frères, Amérique et plus récemment Le

Troupeau ou Pain et Chocolat pour ne citer que quelques films titres bien connus.

Les traumatismes qu'elles occasionnent le télescopage des cultures, l'acculturation s'inscrivent aussi bien à l'intérieur des frontières d'un état qu'hors du pays natal. Le paysan Anatolien perdu dans la cohue d'Istanbul et l'Algérien entraîné par son balai dans un couloir de métro parisien vivent un même drame. Souvent d'ailleurs, l'exode rural n'est que la première étape d'un exil vers les cités industrielles européennes.

L'immigration est un phénomène universel. Ainsi, quatre millions d'hommes coupés en deux, arrachés à leur pays, à leur « Sud » sont venus louer leur force de travail aux seuls pays les plus industrialisés d'Europe. Comment le cinéma et la télévision rendent compte en France de cette situation ?

Dans un premier temps et dans un souci humaniste, le cinéma principalement militant a voulu dire l'exploitation et la détresse des immigrés. Sans nuance, manichéisme misérabiliste les premiers films ont eu l'immense mérite de montrer le bidonville, le travail épuisant, la solitude des déracinés. Il a dénoncé le scandale dans ce qu'il avait de plus flagrant, d'insupportable.

Mektoub (1970) d'Ali Ghalem est l'archétype de cette approche, un peu caricaturale, mais indispensable pour créer un effet de choc.

La thématique s'est peu à peu enrichie et l'immigration a été montrée dans ses différences, ses ambiguïtés, ses complexités. C'est ainsi que *Les passagers* (1971) d'Annie Trégot ou *A cloche pied sur les frontières* de M. Benslalama et M. Martineau abordent les problèmes des enfants de l'immigration, « La seconde génération », qu'Anne Marie Autissier dans *Voyage en capital* (A 1978) voit aussi dans l'immigration une expérience utile quand à un retour possible dans un pays encore marqué par le féodalisme, que *Les Ambassadeurs* (1976) de Nacem Khari appelle à la lutte et à la résistance ; qu'Ali au pays des mirages d'Ahmed Rachedi montre l'immigration qui a aussi ses nantis dans sa diversité ; que mal-vie de Daniel Karlin partage ses séquences entre la vie des deux protagonistes du film en France, mais aussi en Algérie (« je suis la moitié ici, la moitié là-bas, mais si on cherche bien, je ne suis ni ici, ni là-bas » dira Naïma) et entend faire connaître le pays d'origine de ces hommes que l'on côtoie sans les connaître (« des centaines de

milliers d'hommes sont décrits et jugés comme s'ils sortaient du néant. Comme si avant de venir chez nous pour y travailler et pour y endurer, ils n'avaient jamais existé ») ; que *Prends dix mille balles et tire toi* de Zemmouri entend, sur le registre de la comédie méditerranéenne, toucher un vaste public et traiter de la comédie cruciale mais largement inexplorée, celui du retour difficile dans un pays peu ou pas préparé, notamment pour « la seconde génération » ; que Dupont la joie de Boisset tend

Le travail à faire reste considérable. Des militants du cinéma qui sont aussi des militants antiracistes ont pu, avec l'aide d'associations et organismes (MRAP, Inter Service Migrant, ICEI, etc) mettre sur pied des manifestations à Nantes, Amiens, Poitiers... La télévision a manqué d'imagination, elle doit aujourd'hui impérativement ouvrir ses programmes à d'autres cultures (nous attendons avec impatience les conclusions de la mission confiée à ce plan à Madame Françoise Gaspard). Des expériences isolées comme celle de la série C'est la vie (A2) en novembre 1981 ont ouvert une brèche.

Où en est sur la première chaîne le projet d'un ciné club du Tiers-Monde ?

va-t-on enfin oeuvrer tant sur le grand que le petit écran pour une diversification des achats de films étrangers et en finir avec l'hégémonie américaine ?



Méloramaux : rêve ou opium ?

au grand public le miroir du racisme ordinaire que le cinéma d'intervention et la vidéo rendent compte des grèves et des luttes quotidiennes des immigrés.

Le cinéma de la télévision peut aussi aider à battre en brèche l'incompréhension, en faisant une place sur les écrans à des œuvres cinématographiques réalisées dans les pays du tiers-monde. Ces médias peuvent à la fois informer le public français sur des cultures et réalités différentes mais aussi proposer aux immigrés des œuvres qui les concernent et leur donnent un contact avec leurs racines culturelles.

Une émission de télévision comme *Mosaïque* - sur laquelle il y a sans doute beaucoup à dire et redire - connaît une très large écoute car pour beaucoup, elle constitue la seule occasion de retrouver un peu le pays. A Paris, les trois ou quatre salles de Barbès qui programment des méloramaux orientaux ou permettent à un public très fidèle de se retrouver et de rêver ; opium ? Sans doute, mais que propose-t-on d'autre ?

Tout ne viendra pas, on s'en doute, d'en haut - il faut donc inlassablement mobiliser les énergies, multiplier les initiatives, sensibiliser les structures existantes. Par exemple, agir auprès de nouvelles associations salles associatives des cinémas itinérants, des fédérations de ciné-club pour qu'une part substantielle soit faite dans les programmes et les catalogues aux films du Tiers-Monde, multiplier les radios locales à l'image de « Vingt sur vingt » ou de « Radio Soleil », susciter les télévisions indépendantes, en circuit fermé dans un premier temps (*Télé Mémilmontant*), mais plus tard par ondes hertziennes en exigeant une véritable réforme de l'audio-visuel.

La France est dans les faits un pays multiracial : un Français sur cinq a aujourd'hui un ascendant étranger. Il est aberrant que face à cette donnée nous ayons pu refuser au niveau culturel ce formidable enrichissement. Plus que jamais, une ouverture multiraciale est indispensable.

Christian Bosséno



A l'écoute des traditions musicales

Un hommage à Oum Kalthoum

Depuis le vide laissé par la mort de Oum Kalthoum, diverses chanteuses telles Ouarda, Fairuz ou Fayza Ahmed ont tenté de lui ravir sa place mais en vain...

Voici une nouvelle prétendante au trône en la personne de Zima Tounssia. J'ai rencontré cette jeune femme non pas dans un café de la Goutte d'Or, mais au Méridien, haut lieu du business international « *nec plus ultra* » des classes dirigeantes... Elle m'a raconté un peu son itinéraire qui l'a mené à 26 ans à tenter une carrière internationale. Tout d'abord elle fut comédienne au Théâtre National de Tunis où elle travailla notamment avec les metteurs en scène Majid Lakal et le truculent Moncef Sguissi (que j'ai du reste fréquenté assidument l'été dernier ainsi que son complice Youssef Ferguig).



Elle se fit remarquer dans des comédies musicales, genre qu'elle affectionnait plus particulièrement. C'est alors qu'elle décida de perfectionner sa technique vocale ainsi que son jeu de Oud à l'instar de Oum Kalthoum qui aimait aussi s'accompagner de cet instrument.

Après une tournée dans les émirats du Golfe Persique : Katar, Aboudab etc... au Koweït, en Jordanie et en Egypte, Zima vient tenter sa chance en France.



On peut toutefois noter dans la configuration de l'orchestre égyptien qui l'accompagne l'usage excessif des violons et l'utilisation regrettable bien qu'inévitable, depuis plus de vingt ans, de l'orgue et la guitare électrique, qui, s'ils représentent une innovation ne peuvent que couvrir le son des

authentiques instruments arabes. Quoiqu'il en soit cet orchestre dirigé par Hani Mehana possède des instrumentistes remarquables tels le Kanoundji Abd El Fatah, Mensi ou le violoniste Rida, un peu perdu parmi les 14 autres violons. Néanmoins les deux violoncelles et les deux contrebasses représentent avec les violons l'adoption heureuse d'instruments européens qui par leur nature ne pervertissent pas la musique arabe. L'orchestre se compose également d'un Nai (flûte) d'un Oud (luth) et de 3 percussions (une Darbouka, un Rek et un Bendir).

C'est la grande formation type de variété égyptienne qui a imposé ses normes au monde arabe. Quant à moi je préfère le Takht traditionnel plus intime et moins monumental et clinquant. Zima Tounssia

chantera durant près d'une heure et demie des textes d'Abd El Halim Mansur, Salah Jahine, Mustapha Damarani et Salah Faiz, contemporains égyptiens dont les préoccupations sont quelque peu frivoles. Elle nous a confié qu'elle appréciait tout particulièrement les Makamat Saba, Bayati et Sica qui sont des modes typiquement orientaux ce qui reflètent malgré les apports occidentaux un certain refus des formules d'harmonisation qu'on retrouve par exemple chez Fairuz. (Du moins je l'espère).

Vous pourrez écouter lors de ce concert, si cela vous chante, Baligh Hamdi à qui l'on doit notamment la chanson Half Lila ; c'était un des compositeurs de Oum Kalthoum avec Riyad Soumbali, Abdel Wahab etc... Il interprétera pour la première fois en public les chansons du répertoire de Oum Kalthoum, en hommage à cette dernière. Vous pourrez également voir une danseuse du ventre accompagnée toujours par le même orchestre sur des morceaux Baladi. J'ose espérer que ce spectacle saura ne pas sacrifier par delà des impératifs financiers à un certain mauvais goût inhérent au show business...

Julien Weiss

(1) J'aurais voulu vous parler plus en détail d'un luthiste tunisien soliste qui se produira le 4 avril au printemps de Bourges Anouar Braham.

(2) L'hommage à Oum Kalthoum aura lieu le 3 avril à 20 heures et le 4 avril à 15 heures 30 RER Nogent/Seine au Pavillon Baltard.

Vie et passions du tango à Paris

Quand, envahi par une brume de nostalgie, d'alcool et de cafard, un argentin vous lâche : « Ah, la vie est un tango », vous êtes en plein dans l'âme d'une ville et de ceux qui l'habitent : les « portenôs », les hommes du port de Buenos Aires, dont l'ambiance s'est installée depuis peu dans un coin des Halles.

C'est peut-être le meilleur endroit qu'on aurait pu trouver pour essayer de recréer, de ce côté-ci de l'Atlantique, l'atmosphère de cette musique née dans un quartier où abattoirs et bordels se cotoyaient. Un quartier de durs et de paumés, des gens de la Pampa montés à l'assaut des lumières de la ville, d'immigrés qui faisaient honneur à la tradition qui veut que si les Mexicains descendent des Aztèques et les Péruviens des Incas, les Argentins eux, descendent des bateaux. Rien de meilleur donc que cet endroit hanté par le fantôme des Halles exilés, où les bordels de toujours se perdent parmi le sexe à la chaîne des « peep show » et la bouffe made in USA des dizaines de « Burger-Machin » qui truffent le quartier.

C'est en novembre 81, que dans la petite rue des Lombards, en face de l'ancien temple (Chapelle plutôt) de la salsa, s'ouvrit ce café-concert du tango baptisé « Trottoirs de Buenos Aires ». Une appellation déjà connue : en effet, en 1979, Edgardo Canton, musicien et animateur des « Trottoirs » avait mis en musique des textes de Julio Cortázar qui, devenus des tangos, avaient été chantés par Juan Cedron. Le tout avait pris la forme

d'un album qui porte le même nom qu'arborer aujourd'hui le café-concert. Julio Cortázar grand écrivain et amateur de tangos n'hésita pas à céder le nom de cet album pour le baptême de ce qui devait redorer le blason du tango à Paris. Une cession non dépourvue d'ancroches que faut-il peut-être imputer à toute la passion qui entoure tout ce qui touche au tango. (voir notre encadré)



Susana Rinaldi, Valeria Munarriz ou le bandonéoniste Juan José Mosalini.

L'originalité des « Trottoirs » est dans le fait qu'il programme les meilleurs spectacles de Buenos Aires pour nous montrer la véritable dimension musicale et poétique de cette musique si profondément enracinée et universelle à la fois. C'est ainsi que les passages récents de Ruben Juarez, le Sexteto Mayor ou, plus récemment Horacio Salgán et Ubaldo de Lio, constituent des moments très grands de la vie musicale de Paris. Mais le mieux c'est que vous y alliez. Ecouter des très bons chanteurs, bandonéistes, guitaristes ou pianistes de tango et, en même temps partager avec ces argentins éloignés malgré eux de leur pays, un « cachito » (un petit bout) de leur « Buenos Aires querido »

Eduardo Olivares

Jusqu'au 27 avril prochain, les Trottoirs de Buenos Aires présentent Josefina, une grande chanteuse venue de Buenos Aires. Elle est accompagnée du bandonéiste Cholo Montironi et du guitariste Mario Núñez. Trottoirs de Buenos Aires 37 rue des Lombards. Tél. 260 44 41

Mise au point

La malencontreuse rédaction du Dossier de presse informant de l'ouverture des Trottoirs de Buenos Aires a fait croire que l'écrivain Julio Cortázar était un associé, au sens commercial, des « Trottoirs ». Sur ce point nous publions, à la demande de M. Canton, le communiqué suivant :

Il est exact que l'idée de faire un café-concert consacré au tango surgit au moment de présenter - à la Forge Royale en décembre 1979 - les tangos du disque « Trottoirs de Buenos Aires », paroles de Julio Cortázar, musique de moi-même, vu la réaction du public à l'égard de cette musique.

Mais l'initiative proprement dite de monter ce café-concert me revient entièrement. Cortázar s'est borné à donner très courtoisement son accord pour l'utilisation du nom, qui semblait s'imposer.

Je tiens à préciser ceci parce qu'il y a eu de malentendus fâcheux à ce sujet. Cortázar ne fait pas partie de la société (SARL) « Trottoirs de Buenos Aires », et il est clair que seuls les membres de cette société, notamment sa direction, sont responsables des activités de celle-ci, pour le meilleur comme pour le pire.

Edgardo Canton
Paris, le 5 mars 1982

Mais ça danse !!!

C'est un peu pour aider à combler ce vide qu'Edgardo Canton et ses amis se lancent à l'aventure avec les « Trottoirs de Buenos Aires ». Une aventure facilitée par l'excellent travail qu'ont accompli récemment en France des groupes comme le Cuarteto Cedron, Tiempo Argentino ou des figures comme

Face à Hollywood

Le cinéma noir américain



Place in time - avec Charles Lane au centre.

Totalement ou presque inconnu du public européen, un cinéma en direction des Noirs et produit par eux existe aux Etats-Unis depuis pratiquement le début du siècle.

On note ainsi 200 films produits en 1920. Cinéma qui eut son apogée avec Sidney Poitiers, l'acteur impeccable... à l'image valorisante. C'était vers les années 50. Depuis la concurrence avec l'industrie hollywoodienne s'est accentuée, et surtout il y eut les grandes colères du peuple noir américain qui jalonnèrent les décennies soixante. Créer un cinéma différent, un cinéma qui parle, vous prend aux tripes, un

cinéma lié à la réalité noire américaine tel est le but de nombreux jeunes cinéastes. Les journées d'Amiens nous ont donné l'occasion de voir quelques films de ce courant né dans la mouvance des luttes. Bien sûr, nous avons retrouvé Haile Guérina éthiopien d'origine. Haile presque chef de file qui aime sa détermination à faire face à un cinéma hollywoodien qui se nourrit du massacre des peuples. *Apocalypse Now* de Coppola est à combattre. *Busch Mama* et *Child of violence*, films en hommage à Angela Davis sont des documents puissants d'émotion et surtout marqués par la recherche et la maîtrise de nouvelles formes cinématographiques comme dans son autre film *La moisson des 2000 ans* (primé à Cannes en 1976). Larry Clark autre vétéran avec *Passing through* retrace le combat d'un musicien pour échapper à la mafia du spectacle. Les femmes ne sont pas absentes : une toute jeune réalisatrice Julie Dash, tente de retracer une amitié entre une Blanche et une Noire et la prise de conscience de la première.

Et puis un nouveau venu, Charles Lane qui avec un film de 34 mn, *A place in Time*, délibérément muet, nous entraîne dans le Bronx où le désespoir se mêle au rire. Nous avons envie de citer Chaplin et pourtant aucun gag n'est copié. Un humour corrosif mais plein de tendresse. Un acteur plein

d'humilité Charles Lanes lui-même, mais ne vous y trompez pas, il fonce, il a déjà entrepris un nouveau film, sans même avoir obtenu l'ensemble du budget...

Le cinéma noir américain est plus que vivant et gagnerait à être connu ici.

Kh. B.

« Prends dix mille balles et casse-toi ... » Alerte !!

Je suis allée voir le film « *Prends 10 000 balles et casse-toi* », alors là, je vais employer mon expression favorite « alerte » et je dirai même plus « au secours ».

Les Rebeux, on n'arrête pas de parler de nous, mais faut voir comment, faudrait qu'il y ait moins de trucs mais que ce soit de qualité. En bonne Rebeux de la deuxième génération qui se respecte (ouarf !), je suis donc allée voir ce film qui comme le dit bien le titre, parle des 10 000 balles que cette chère France nous refile pour qu'on aille voir chez nous ce qui se passe !

En deux mots, une famille de rebeux prend les 10 000 balles et se casse au village natal du père.

Le père est cool, tout juste si c'est pas lui qui organise les boums pour ses mômes, la mère se veut traditionnelle mais ça sonne faux, la grand-mère du bled super dans le coup a tel point que personne n'aurait été étonné de l'entendre parler en verlan, elle qui vit dans un bled paumé en Algérie.

Le père et la mère dansent le slow avec les mômes pendant la boum... La fille et le fils minets à

la Travolta, on ne sait pas d'où ils sortent, avec leurs manières de se fringuer et de se comporter, ils foutent la pagaille au village, pour vous donner une idée du niveau, ils ne savent pas que la langue du pays c'est l'arabe, eux ils appellent ça le Musulman. Faut quand même pas exagérer. Ils sont nés en France, ils connaissent pas certains trucs, mais y'a des limites.



Fin du film : après avoir choqué tous les gens du village, la famille se fait expulser (originale comme allusion !)

Conclusion : très déçue et comme je le dis très souvent : alerte !

Henya



**PAR
PEIRA
CAVA**

La maîtresse du lieutenant français

de Karel Reisz, avec Meryl Streep, Jeremy Irons, Leo Mac Kern, Lynsey Baxter, Hilton Mac Rae

C'est un film ennuyeux, aussi ennuyeux qu'un téléfilm, ce qui n'est pas peu dire. Il en a toutes les qualités et tous les défauts.

Si l'on peut toutefois ranger au rang des qualités la façon « léchée » que l'on trouve couramment dans les téléfilms et encore plus couramment lorsqu'ils nous viennent d'outre-Manche. Il y a ce côté féminin : tapisserie, pâtisserie, travaux de couture qui caractérise la plupart des soi-disants bons films qui nous viennent d'Angleterre. Mais les impeccables sous-bois brumeux, vaporeux, traversés de formes étranges, mystérieusement drapées dans de ténébreuses capes, les jetées balayées par la mer et le vent où risque sa vie une toujours mystérieuse jeune femme, les parfaits décors d'un port anglais au siècle dernier, tout cela c'est bien lassant en 1982, même si l'auteur du film, par une astuce cinématographique déjà employée de nombreuses fois, fait vivre à ses héros des aventures parallèles ou presque, mais à cent ans d'écart.

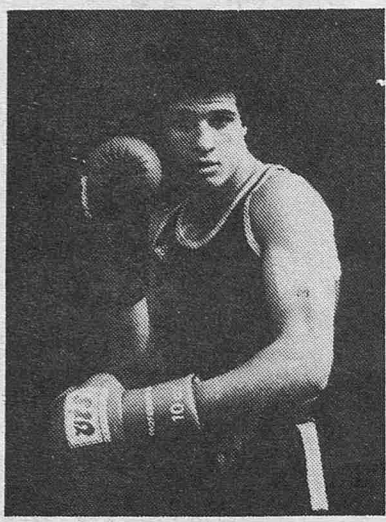
Ce film est proposé pour de nombreux oscars et en particulier Meryl Streep qui devrait décrocher la timbale. Tout le monde dit que c'est une bonne actrice, ce n'est certainement pas ce qui m'a frappé pendant la projection de ce film, mais plutôt une laideur d'une telle qualité qu'elle résiste au temps et qu'on n'arrive pas à savoir si Madame Meryl Streep est plus moche en habits d'époque avec ses cheveux longs, ou en 1982, après le massacre de sa merveilleuse toison, la seule chose valable dans sa plastique.

Les maîtres du temps

dessin animé français en couleur de René Laloux, dessins de Moebius.

Pour faire une heure vingt de dessin animé, il faut un peu plus de deux ou trois idées. Le dessin animé, ça va vite, ça fuse, ça pète, ça explose ! C'est du condensé, du concentré, du raccourci, c'est de la caricature, c'est du dessin ! Voyez Tex Avery, et quelques autres. Ici et malgré quelques très beaux dessins de Moebius (je pense au palais sur les eaux, à la nuit tombante, sur une planète lointaine), l'action est courte, c'est d'un bout à bout de platitudes, d'événements sans intérêt qui n'accrochent pas.

Et pourtant, je le redis encore une fois, le dessin animé est un genre qui permet toutes les folies, tous les délires ! Quel dommage et quel gachis de l'utiliser ainsi.



Foot en Tunisie : 1/8ème de finale

Les rencontres comptant pour les 1/8èmes de finale de la coupe de Tunisie de football ont donné, dimanche 28 mars les résultats suivants (les clubs vainqueurs sont qualifiés pour les 1/4 de finale) :

(Division 1 entre eux) :

- Club Africain - El-Makarem Mahdia 2-0
- Espérance Sportive Tunis - Union Sportive MOnastir 2-1
- Etoile Sportive Sahel - Association Megrine Sport 1-0

(Division 1 contre div. 2) :

- Stade Nabeulien (div. 2) - Jeunesse Sportive Kairouan (1) 0-1
- Union Sportive Bousalem (2) - Océano-Club Kerkennah (1) 2-1 après prolongations.

(Division 1 contre div. 3) :

- Club Sportif Hammam-Lif (1) - Club Sportif Cheminots (3) 1-0
- Club Athlétique Bizerte (1) - Avenir Populaire Soliman (3) 2-0.

(Division 2 entre eux) :

- Jeunesse Sportive Omran - Club Sportif Menzel/Bouzelfa 1-0

Championnat du monde en miniature

Un championnat du monde en réduction aura lieu dans la région de Barcelone du 11 juin au 11 juillet avec la participation de 64 équipes de jeunes de 14-15 ans. Parmi les équipes étrangères, figurent celles de l'Inter de Milan (Italie), Dukla de Prague (Tchécoslovaquie), Eeyenoord (Pays-Bas), Austria de Vienne (Autriche), Etoile Rouge de Belgrade (Yougoslavie), Tahuichi (Bolivie), Hertha de Berlin (RFA), Saint-Etienne (France), Olimpico de Asuncion (Paraguay), Sao Paulo (Brésil), Cruz Azul (Mexique) et les sélections nationales de ce groupe d'âge de Suisse, du Koweït, de l'Algérie et de la Tunisie.

Joueur d'échec volatilisé

Le joueur d'échec péruvien Julio César Granda, champion du monde des juniors, a disparu à Lima depuis trois jours, a-t-on appris samedi dans la capitale péruvienne.

On ignore jusqu'à présent les circonstances de cette disparition qui pourrait être liée à un enlèvement.

Deuxième au classement du tournoi international des échecs junior qui s'est disputé il y a quelques semaines à Rio de Janeiro, Julio César Granda était revenu à Lima pour poursuivre sa scolarité et s'entraîner dans sa

spécialité avec le soutien de la Fédération péruvienne des échecs.

Son père, qui demeure à Arequipa à 1.000 km au sud de Lima, est arrivé samedi matin dans la capitale pour rechercher son fils et a lancé un appel à l'aide de la population.

Porto - (coco) Rico

Le boxeur Porteo-Ricain Wilfredo Gomez a conservé son titre de champion du monde des super coq (version W.B.C.), le 25 mars 82, à Atlantic City (New Jersey), en battant le Mexicain Juan Meza par arrêt de l'arbitre après 2mn 28 sec. de combat dans la 6ème reprise.

C'est la 214ème fois - nouveau record - que Gomez défend sa couronne et la 14ème fois qu'il la conserve en s'imposant avant la limite.

Cross-country en Ethiopie

L'Ethiopien Eshetu Tura a remporté dimanche 28 mars à San Vittore Olona (Lombardie) la cinquième édition de l'épreuve de cross country dite des « Cinq Moulins », couvrant les 9,5 km en 30 minutes.

La Norvégienne Grete Waitz a, pour sa part, enlevé l'épreuve féminine (pour la cinquième fois consécutive) parcourant les 4,700 km du parcours en 17 min. 15 sec.

Classement :

- Messieurs :

- 1 - Eshetu Tura (Eth) 30'00"
- 2 - Alberto Cova (Ital) 30'02"

- Dames :

- 1 - Grete Waitz (Nor) 17'15"
- 2 - Agnese Possamai (Ital) 17'47"

- Juniors (Messieurs) :

- 1 - Aduna Lem (Eth) les 7 km en 23'33". Etc...

Démission au Real Madrid

Bujadin Boskov, l'entraîneur du Real Madrid, a présenté sa démission, a-t-on appris, lundi, de source proche du club madrilène.

L'entraîneur yougoslave a pris cette décision à la suite de la défaite (0/1) du Real, dimanche, à Las Palmas, en championnat d'Espagne, à l'issue de laquelle l'équipe madrilène a pratiquement perdu toutes ses chances de remporter le titre.

Luis Molwny, ancien joueur du club et actuel responsable technique du Real Madrid, a été chargé de la direction de l'équipe.



Football Américain :

44

GLADIATEURS A VINCENNES

Ils étaient 44 à sortir des vestiaires du stade Pershing à Vincennes. 44, casqués, avec des épaulettes de déménageurs (dues aux épaulières), étranges chevaliers d'un autre monde à l'assaut du vieux continent.

Ces surhommes sont des footballeurs américains bien « chez nous ! », affublés de noms ronflants tels que « Spartacus, Météores, Anges Bleus, Requins... »

Parmi les téméraires défiant le froid glacial de ce dimanche matin, les journalistes de Sans-Frontière sont venus se rendre compte de l'impact de ce sport, (bof, bof !). Le public est rare, il manque même les jeunes filles supporters, court vêtues, du début de match, mais qu'à cela ne tienne, il aura tout de même lieu ce fameux match entre les Spartacus et les Météores.

Parmi les 22 joueurs de l'équipe des Météores, pas ou peu d'étrangers, en revanche chez Spartacus (mieux structurés, mieux entraînés, c'est la plus ancienne équipe de France) c'est le carrefour des nations ! On y trouve des américains bien sûr, des français évidemment, des noirs africains, ça va de soi et les indispensables représentants de l'Afrique du Nord ; j'ai cité les maghrébins.

Il est à noter que l'équipe des Spartacus en est à un certain niveau de ce sport, et une des rares équipes en France à disputer des matches contre d'autres pays européens. Ces pays, l'Allemagne Fédérale ou l'Italie sont plus aguerris grâce au contingent de soldats U.S. basé sur leurs sols (merci De Gaulle !).

Nous avons demandé à Benny, un joueur des Spartacus de nous expliquer le principe du jeu :

S.F. : En quoi consiste ce sport, très proche du rugby je crois ?

Benny : Oui, mais à quelques détails près. Déjà du fait que chaque équipe comporte 22 joueurs répartis entre 11 attaquants, et 11 défenseurs. Pour marquer un essai, pas besoin d'aplatir derrière les poteaux, il suffit de passer la ligne avec la balle, chaque essai vaut 6 points et la transformation 2 points.

S.F. : Le terrain est spécial aussi, n'est-ce pas ?

Benny : Spécial non, il mesure 100 m, mais il est divisé en 10 parties et l'équipe attaquante a 4 assauts pour franchir les 10 premiers mètres, elle doit le faire sans se faire prendre la balle. Si elle y parvient elle continue, sinon c'est aux adversaires de faire entrer leur équipe attaquante et notre équipe met sa défense en place.

S.F. : Voudrais-tu nous expliquer en quoi consistent les numéros et les couleurs criés par l'un des joueurs de l'équipe attaquante ?

Benny : Avant de passer à l'attaque nous mettons au point plusieurs phases de jeu possible, qui correspondent à une couleur. Suivant la position de défensive de l'équipe adverse, nous adapterons une tactique, mais pour que tous la suivent le joueur crie une couleur et tout le monde sait ce qu'il faut faire, pour le numéro, parmi tant d'autres destinés à tromper l'ennemi, il y a celui qui déclenche l'attaque proprement dite.

S.F. : Si je comprends bien, il ne suffit pas d'être fort, il faut encore ne pas être bête ? On a l'impression que c'est un sport violent, avez-vous souvent des accidents ?

Benny : Très rarement, ce sport du fait des protections, (nous en mettons sur toutes les articulations), est beaucoup moins dangereux que le foot ou le rugby.

S. F. : Existe-il une Fédération Française de Football Américain

Benny : Non, mais il vient de se créer un comité national pour le développement du football américain qui se trouve au 3 ter rue du marais à Montreuil, (tél : 287.34.45).

S.F. : Une dernière question pour conclure, crois-tu, toi qui pratiques ce sport, qu'il a des chances de succès en France ?

Benny : Difficile de répondre tu sais, quand tu vois le peu de place que prennent les sports comme le basket, le volley ou bien d'autres dont on ne parle pas ou presque, tu te rends compte que la tâche est ardue. mais nous avons l'espoir de voir arriver vers nous tous ceux qui sont à la recherche d'un sport original.

Ayant cavalcés sur toute la longueur du terrain pour suivre les phases de jeu de plus près, ce qui nous a aidé à nous réchauffer, nous sommes rentrés satisfaits du travail bien fait pour Sans-Frontière, et comblés notre curiosité sportive.

Malek et Françoise



La rédaction de Sans-Frontière s'associe à votre humble narrateur sportif pour souhaiter une longue vie sportive pourvue de résultats à cette sympathique équipe de la Grande Synthe (Nord), composée d'immigrés. Toutes les photos sportives sont les bienvenues, elles seront publiées sans problèmes. Je vous demanderai seulement une petite légende pour mieux vous faire connaître par l'intermédiaire de Sans-Frontière.

MEETINGS

Dans le cadre de la préparation du 5ème festival des travailleurs immigrés et leurs familles, prévu pour la période du 15 Mai au 6 Juin 1982, dans les différentes régions de France, sous le mot d'ordre principal « *D'Egalité des Droits et Solidarité Internationale* » et autour des thèmes :

- Les droit politiques et sociaux
- Les jeunes immigrés
- Les femmes
- La solidarité internationale.

La M.T.I. aimerait lancer par le biais de votre journal un appel à tous les groupes de théâtre, musique, chants... etc... qui voudraient participer à ce festival.

Pour tous renseignements et contacts :

- Rabah Tél : 372 75 85 de 10h à 12h30

- Malika tél : 372 75 85 de 15h à 19h

Sophie tél : 372 75 85 de 14h à 19h

- Martine tél : 255 44 64 ou 258 46 81 (heures de bureau).

A l'occasion du 17^e anniversaire de l'insurrection populaire du 23 mars 1965 ; L'Association des marocains en France organise un débat sur le Maroc à la Salle Agéca. 177, rue de Charonne - Paris 11^e le 3 avril.

Film : Soleil des Hyènes - débat sur la situation politique sociale et économique du Maroc. Témoignage sur les détenus politiques par Maître Miguard.

Semaine du Maghreb : A la MJC Grande Synthe du 30 AU 3 avril.

Expo -Soleil des Hyènes le 2 avril, le 3 avril folk avec le groupe Amal.

L'ASTI de Périgueux - 6, rue Voltaire - organise une fête - rencontre franco-marocaine le samedi 3 avril à 20 heures trente à la Bourse du travail.

Le Club des travailleurs marocains du Loiret : Organise une fête le 3 avril à 20h30 à la salle des fêtes St Jean de la Ruelle avec le groupe « Moujoune Ellile »

Beaubourg Samedi 3 et dimanche 4 avril 60 écrivains dédicaceront leurs bouquins au profit d'Amnesty International. Parmi eux Elisabeth Badinter, John Berger, Julio Cortezar, Eva Forest, Michel Lewis, Albert Memmi, Leonid Plioutch, Léopold Sedar Senghor, Alexandre Minkowski.



MUSIK

7ème festival de Ris Orangis : Musiques et danses populaires présenté par la Maison des Jeunes et de la Culture. Tél : 906 80 95 du 15 avril au 15 mai.

Vendredi 16 avril : Pramod Kumar et ses musiciens citariste indien.

17 avril : Henri Guédon, percussions afro-antillais.

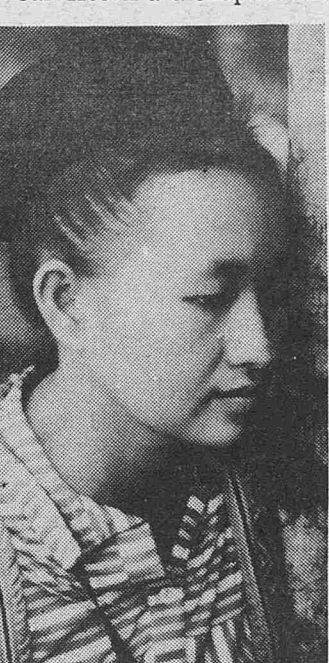
23 avril : Gilbert Peroux trio, percussionniste sur planche à Paver. Jazz new orléans et blues.

24 avril : Talip Oskan, chant et paz turc Ima, groupe Kabyle. Musiques et danses du Maghreb.

1er mai : Machou et Daval chansons populaire et mime.

Edja Kungali Africain Roots in Music avec Ramadoff (trombone), Yebga (sax), Bibi Louison (piano), Ahmed Barry (guitare), Mal Adu (perc), Agyeman Freduah (bat), Mike Zwearin (trombone), Alain Zinapé (guit). A Dunois, 28, rue nationale - 13ème.

Deluxe Tango avec Claude Barthélémy (guit) et ses invités du 7 au 10 avril toujours à 20h30 et au même endroit : Salsa Y Sabor mon amour pour danser toutes les nuits à partir du 6 et jusqu'au 1er mai avec Art Webb, Kuchi, Patato Valdez, Alain Hoist, Eddy Martinez, Carl Hector à la Chapelle des



Lombards - 62, rue des Lombards - Paris 1er.

Lamine Konte musique traditionnelle africaine les 2, 3 et 4 au Théâtre Noir - 23 rue des cendriers - 20ème. Les 6 et 8 c'est au tour d'un percussionniste Jamaïcain Noël Mac Ghie de nous conter des histoires à 20h30.

Dexter Gordon Quartet du 6 au 8 au New-Morning - 7/9 rue des Petites Ecuries - 10ème.

Sammy Evans Trio au Feeling - 6, rue des Lombard le 2 avril à 22h30.

Concert de jazz au Musée d'Art Moderne le 6 avril à 20h30 avec Daniel Cobbi, Jean Charles Capon, Richard Galliano, Gilles Perrin.

Le 8 avril Dany Bricogne avec P. Artero, Alby Cullaz, Armand Mattei, Claude Tissendier à 20h30.

Lavelle joue à Bobino les 7 et 8, elle joue du piano, chante et vous fera swinger.

A Bourges c'est le printemps à la cafétéria de la maison de la culture le 3 Louisana Band, le 4 au petit théâtre de la même maison sera consacré à la chanson Africaine

de 15h30 à 18h30 - Lala Nimona Toki togolaise chantera en Kabyé et Abou Chihabi vient des Comores chante en plusieurs langues et est polyinstrumentiste. Le 5 Claude Tissandier nous présente son quartet.

Spectacle Antilles Métropole le 3 sous le chapiteau Place Jean Jaurès à Gonesse à partir de 19 heures se produiront le Ballet International de la Guadeloupe, La Brisquante, Jobby Valente chanteuse afro-caraïbe, Ipomen le chanteur Guadeloupéen.

Nass El Ghiwane est invité par le Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion des immigrés en Alsace le dimanche 4 à la salle des fêtes de Schiltigheim à Strasbourg. Le 3, l'Association Solidarité Arabe les présente au théâtre de Luneville à Luneville.

Leurs rythmes s'inspirent de la musique des gnaoua, anciens esclaves noirs du Maroc, une musique qui mène à la transe...

A Migennes : Samedi 3 avril à 21h : Little Bob Story en première partie Doc. Band. Little Bob une véritable tornade du Rock N'Roll sur scène.

New Morning Café Concert (rue des Petites Ecuries) :

Vendredi 2 et samedi 3 : Mingus Dynasty

Mardi 6 et mercredi 7 : Dexter Gordon Quartet

Jeudi 8 et vendredi 9 : Milt Jackson.

Henri Guédon : Grande formation au théâtre municipal de Chartres. et du 14 au 19 avril, il donnera des cours et des stages de percussions à la MJC de Ris-Orangis.

Au théâtre Noir : 20 rue des Cendrier

9, 10 et 11 avril : Gratien Midouet : Chansons antillaises.

16 au 18 avril : Djibi Soumari, le chant africain, un spectacle de fête...

Dimanche 4 avril à Créteil de 14 h à 20 h, salle Jean Coc-teau, rue des Ecoles - prix des places 20 F :

Radio Beur y fait la fête avec les groupes Azenzar, El Amel et Ray Oranais.

Le Centre Mathis : Consacrera une semaine sur le Portugal avec des expos, un film sur l'immigration au Canada et les groupes Con-deixa à Nova et Ça et là du 12 au 25 avril avec une fête le dernier jour (15, rue Mathis, 75019 Paris - Tél : 241 50 80).

Samdi 3 avril à La Maison des Amandiers (110, rue des Amandiers - Paris 20^e, l'Association de la nouvelle génération immigrée reçoit la troupe Pu Kahina, les chanteurs Hamou Chebab et Braham Izri.

L'A.D.E.A.C. (l'Association pour le Développement des Echanges Artistiques et Culturels) a décidé de reprendre le « Théâtre des 400 Coups » en vue d'assurer tant la promotion des spectacles africains que de permettre de présenter des spectacles de toutes origines, au titre des échanges artistiques.

L'animation de ce lieu se fera en concertation avec tous les organismes et institutions par les échanges

culturels, notamment, la Maison pour les Cultures du Monde, le festival des arts traditionnels.

Le 4 avril à 19h45 « La Folle » un acte de et par Adelika Requena, musique de François Bayle, l'histoire d'une femme qui se heurte sans cesse à sa famille, aux convenances, aux préjugés.

FILMS

Ciné Club Couronnes : 66, rue des Couronnes - 75020 Paris. 17 avril à 16 heures Alice dans les ville, la longue errance à travers l'Amérique et l'Allemagne d'un homme et d'une petite fille en quête de sa famille.

PANORAMA DU CINEMA MAGHREBIN : Au Centre Culturel D'Argenteuil - Tél 961 25 29.

le 28 mars à 15h30 « La noce » (Tunisie)

le 4 avril à 15h30 « El Chergui » (Marx) de Msmiti. La Bataille d'Alger film de Gillo Ponte-Corvo vendredi 26 à 20h30 au Gymnase Auguste Delaune, av. Henri Barbusse à Vigneux s/Seine.

ANNONCES

Mémorial

Frantz Fanon

9 mai 1982

« Des peintres du tiers-monde exposent » galerie le Marais Noir - 44, rue Vieille du Temple - 75004 Paris. du 8 au 21 avril 82 de 15h à 21h (entrée libre).

Le Mouvement des Travailleurs Immigrés lance un appel à tous les groupes de théâtre de musique chants, ... qui voudraient participer au 5ème festival des travailleurs immigrés du 15 mai au 6 juin sous le mot d'ordre principal *Egalité des Droits et Solidarité Internationale*. Tél : 372 75 85 Rabah, Malika, Sophie, et le 255 44 64 Martine.

Tidoukila : Cela veut dire l'« l'Association » et c'est le nouveau bulletin de l'association de culture berbère. Le numéro zéro rend compte des activités de cette ABC et de l'enseignement berbère en France. (Contacts : le samedi après-midi au Mémulché 46 rue de Mémilmontant - 75020 Tél : 636 14 24.

LA « Maison Slève » Un nouveau lieu qui vient d'ouvrir dans le 20^e à Paris, pour faciliter toute démarche administrative et sociale, aider à la rédaction de lettres, de documents etc... On y parle anglais, espagnol, berbère, arabe et yougoslave. (9, rue des Couronnes - Tél : 636 27 40.

Le Ciemm : Publie une revue de presse et une chronique de nouveaux livres - 46, rue de Montreuil - 75011 Paris - Tél : 372 44 34.

Mots croisés de Hartmann

Solution grille n° 44

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	T	O	G	O		T	C	H	A	O
2	U	R	U	G	U	A	Y		N	O
3	N		E	R	R	O	N	E	E	
4	I	L	L	E		N	I	L	I	
5	S	E	M		E	S	Q	U	I	F
6	I	S	A	R	D		V	E	L	E
7	E	T		A	I	R	E		O	
8		E	R	T	A		P	R	E	
9	F		E	T	E	N	D	A	I	T
10	A	L	G	E	R	I	E	N	N	E

Grille n° 45

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

VERTICALEMENT :

1. Roi de Grèce.
2. Tracas. - Shoot.
3. Signe du zodiaque.
4. Pâles. Article arabe.
5. Montagne de Suisse. Possessif.
6. Note. - Refuse de faire.
7. Ville française. - Cheville.
8. Issue. - Erreur ridicule.
9. Voila. - Ruminant.
10. Porte avec violence. - Bernée.

HORIZONTALEMENT :

1. Ville du Maroc.
2. Ville d'Algérie. - Risques.
3. Pays d'Afrique. - Organes d'oiseaux.
4. Singe. - Hélio.
5. Axe d'une fleur. - Dieu champêtre.
6. Préjudice.
7. Réfutas. - Ventile.
8. Choix. - Cachete.
9. Tangible. - Boisson.
10. Compositeur Danois. Paru.



THEATRE

Quatre murs, trois soeurs, elles vivent dans le culte de leur mère. C'est Trio où les rapports de pouvoir se jouent autour de rituels quotidiens.

Qui mène le jeu ?

L'ainée, la cadette ou la benjamine ?

En vérité, un cercle vicieux, qui parle de relations maître-esclave.

Un discours où les mots de tous les jours dévoilent subtilement des intentions, des désirs, des phantasmes, une volonté de puissance.

L'étude est cynique, et nécessairement le spectateur se trouve perturbé ; l'idée est riche.

Pourtant, la progression est lente, ou plutôt le discours se répète.

En effet le temps se fait long. L'expression de la lute individuelle pour une finalité personnelle revient constamment. Seule la petite histoire maintient le tout. On finit par se lasser.

Dommage car l'écorché humain est vif !

Marie-Laure Sorbac



« El Salvador, un nouveau vietnam » : Un reportage documentaire de Glenn Silber et la brésilienne Tête Vasconcellos sera projeté à la FNAC Forum suivi d'un débat avec pris iens, William Kleim, Claude Lelouch, Marcelin Boridan et Michèle Ray Ganas - à 17 heures aux Halles le vendredi 2 avril.



America, America de E. Kazan

2ème JOURNEES CINEMATOGRAPHIQUES DE L'IMMIGRATION INTERNATIONALES POITIERS 4-11 AVRIL 1982

<i>Dimanche 4</i>	15 h 30 - 19 h 30 SPECTACLES MUSICAUX Fernando Marquès, El Orban, Talip Oekan, et Pierre Akengengué		20 h 30 TREVICO-TURIN; VOYAGE AU FIATNAM En présence du réalisateur Ettore Scola (1)	
<i>Lundi 5</i>	14 h 30 PALERMO	18 h 00 LE PLUS GRAND MERITE DE LA FEMME EST SON SILENCE (1)	20 h 00 GYURI En présence du réalisateur Pal Schieffer	22 h 30 LA NOIRE DE...
<i>Mardi 6</i>	14 H 30 LE SEL	18 h 00 VOUS AVEZ DIT REFUGIES... En présence du réalisateur Didier Mauro	20 h 00 MOI UN NOIR En présence du réalisateur Jean Rouch (sous réserve)	22 h 30 JAGUAR
<i>Mercredi 7</i>	14 h 30 TONI	18 h 00 FILM SUR LA MIGRATION PALESTINIENNE	20 h 00 PRENDS 10.000 BALLES ET CASSE-TOI En présence de Mohamed Zemmouri	22 h 30 JE M'APPELLE STELIOS En présence du réalisateur J. Bergenstrahle
<i>Jeudi 8</i>	<u>Rencontre avec Arthur Lamothe et ses films</u>			
	14 h 30 L'AUTRE MONDE	18 h 00 LA PECHE AU FILET	20 h 00 NOTRE TERRE I	22 h 30 NOTRE TERRE III
<i>Vendredi 9</i>	14 h 30 LE BUS	18 h 00 L'AFFICHE ROUGE En présence du réalisateur Frank Cassenti	21 h 00 LA RECONSTITUTION En présence du réalisateur Théo Angelopoulos	
<i>Samedi 10</i>	14 h 30 LA PEAU BRULEE	18h00 L'HEURE EXQUISE En présence de René Allio	21 h 00 LES NOCES DE SHIRIN En présence du réalisateur Elma Sanders	
<i>Dimanche 11</i>	14 h 30 PAIN ET CHOCOLAT	18 h 00 GAIJIN, LES CHEMINS DE LA LIBERTE	21 H 00 UNE SAISON DE PAIX A PARIS Rencontre avec Alain Noury, acteur et Branko, coproducteur	

(1) : Traduction simultanée.

sans frontière